

SOMMAIRE

INTRODUCTION

PARTIE I : LE PROFIL DE L'INFORMEL

CHAPITRE 1 : UNE TENTATIVE DE REPRESENTATION

SECTION 1 : Une tentative de définition

SECTION 2 : L'informel dans les théories

CHAPITRE 2 : CLASSIFICATION DES UNITES DE PRODUCTION

SECTION1 : L'entreprise informelle est une structure de production

SECTION 2 : L'entreprise informelle est une organisation humaine

PARTIE II : L'INFORMALISATION L'UNIQUE REPONSE AUX BESOINS D'EMPLOI DANS LES PAYS SOUS-DEVELOPPES

CHAPITRE 3 : La portée de l'informalisation face aux besoins d'emploi à Madagascar

SECTION1 : Le chômage et l'échec du système relatif des politiques de développement

SECTION2 : Le secteur informel de la politique au secours des laissés-pour-compte du système

CHAPITRE 4 : INTERVENTIONS DE L'ETAT ET LES INITIATIVES PRIVEES EN FAVEUR DE L'INFORMEL

SECTION 1 : En faveur des entreprises informelles

SECTION2 : En faveur des travailleurs informels

CONCLUSION

Liste des tableaux et figures :

TABLEAUX

Tableau 1	Enregistrement dans les administrations
Tableau 2	Secteur informel et son évolution
Tableau 3	Structure par branche des activités informelles
Tableau 4	Caractéristiques des différentes entreprises en fonction de leurs tailles
Tableau 5	Précarité des conditions dans le secteur informel
Tableau 6	Rémunération et horaire de travail dans le secteur informel
Tableau 7	Structure du capital du secteur informel
Tableau 8	Taux de chômage selon le genre
Tableau 9	Structure des emplois par branche d'activité selon le milieu
Tableau 10	Raisons du non enregistrement invoquées les micros entreprises
Tableau 11	Comparaison des performances des unités de production informelles
Tableau 12	Résumé du programme d'appui au secteur non structuré à l'Afrique Francophone

FIGURES :

Figure 1 : Série d'évènements d'apparition

Figure 2 : La logique de survie

Liste des abréviations :

CA	Chiffre d'affaires
CIN	Carte d'identité nationale
EBE	Excédent brut d'exploitation
FMI	Fond monétaire international
INSTAT	Institut National de la statistique
IR	Impôt sur le résultat
IS	Impôt synthétique
MADIO	Madagascar Dial Instat Orstom
NIF	Numéro d'identification fiscale
PIB	Produit intérieur brut
SA	Société anonyme
SARL	Société à responsabilité limitée
VA	Valeurs ajoutées

INTRODUCTION

Un diagnostic approfondi de l'économie permet d'identifier quatre principaux types de maux : le chômage, l'inflation, un déséquilibre extérieur, le manque de croissance. Ces pathologies apparaissent seule ou ensemble selon la gravité de la situation économique. En recherchant, les moyens de traiter ces plaies économiques et d'arriver au développement, notamment à une situation prospère à long terme, où le bien-être de la population serait à un niveau optimal. W. Rostow proposa une analyse linéaire de l'évolution de la société, en allant successivement de la société traditionnelle, à la phase de préparation du décollage, le décollage proprement dit, puis la maturation et enfin atteindre la société de consommation. Ces étapes terminées, ces maux cesseront.

En se penchant particulièrement sur le phénomène de chômage, force est de reconnaître que sans travail l'individu est privé de revenus salariaux de manière à entraîner l'incapacité à satisfaire ses besoins même les plus vitaux comme l'alimentation et conduisant finalement à son appauvrissement. Simultanément, il nuit à la production provoquant une baisse du niveau de vie, la perte de valeurs ajoutées pour les entrepreneurs. Pour l'Etat, le chômage serait à l'origine de trouble socio-économique occasionné par des désagréments aux acteurs économiques. En d'autre terme, le chômage menace fortement le futur par la création des risques et des incertitudes menant de façon certaine à la pauvreté.

Pour les pays comme Madagascar, classé parmi les pays en voie de développement et bénéficiant des Initiatives pour les Pays Pauvres et Très Endettés(IPPTE), le chômage est une réalité certaine et dramatique. En vue d'en guérir, les institutions économiques extérieures ont proposé une cure d'injection massive de capitaux suivie d'un réajustement des structures économiques. Au cours des années, les programmes mis en œuvres par l'Etat malgaches sont axés contre la lutte contre la pauvreté. Mais les résultats escomptés de ce traitement sont restés maigres et largement en dessous des estimations faites à priori. Madagascar est encore classé au 149^{ème} sur 179 pays selon le rapport de développement humain.

Nécessité faisant loi, faute de mieux et afin d'éviter de se laisser mourir par l'absence de source de revenu et par l'incapacité des institutions économiques nationales et internationales à y trouver une solution efficace. C'est pour cette raison que la population

fait fi de toute précaution et solutionne elle-même ses problèmes par le biais du **secteur informel**. Ce dernier devient un oasis, un havre, un refuge pour les exclus de marché du travail.

Non soumis aux règles et aux lois du travail règlementé, ce secteur informel semble un environnement plus souple et plus libre mais cependant incertain et rude afin de résoudre le chômage en attendant d'être réintégré au sein du milieu formel.

Les interrogations soulevées par cette réalité sont : ***D'une part, le secteur informel est-il une solution efficace contre le chômage ? D'autre part, ne serait-il pas sans une certaine réforme un antidote trompeur pouvant aggraver la pauvreté ?***

Ce sujet détient un double intérêt : théorique et pratique. Vu le poids déterminant du secteur informel dans l'économie et dans le revenu des ménages, notamment chez les pauvres, l'analyse du développement de ce secteur constitue un autre élément très important pour appréhender l'évolution des conditions de vie des ménages. Nos objectifs sont alors l'identification de ces logiques afin de mieux comprendre le fonctionnement de ce secteur à Madagascar, aussi nous voulons connaître les impacts de ces logiques sur le développement après avoir étudié les différents atouts et inconvénients qui peuvent survenir. Tout cela pour pouvoir apporter des explications et chercher des solutions afin d'arriver à un meilleur développement.

Afin d'atteindre cette finalité, des recherches ont été effectuées pour donner des éléments de réponses grâce à la collecte de documents et de données auprès des établissements publics et privés. Ces derniers ont mis à notre disposition des supports divers médiatiques tels que les ouvrages, les magazines et les revues, des données informatiques.

Il convient ainsi de mettre en relief : en premier lieu, la logique du marché du travail et de l'informel ; en second lieu, l'informel comme unique réponse aux besoins d'emplois à Madagascar. Chacun de ces parties seront analysées successivement de manière explicite et précise.

PARTIE I: LE PROFIL DE L'INFORMEL

Force est d'admettre la prépondérance des unités informelles dans les pays en développement. Si nous ne citons que les 123 000 unités informelles présentes à Madagascar, employant 189 500 personnes¹ dans des branches non agricoles. Il est alors normal que le phénomène d'informel mérite d'être approfondi. Editer son profil est donc le but de cette partie.

Pour ce faire des essais de conceptualisations seront vus en premier lieu puis en second lieu la classification des unités informelles.

CHAPITRE 1: ESSAI DE CONCEPTUALISATION

Le but de l'informel n'est pas de remplacer le secteur formel national. Sa principale raison d'existence est de remédier aux manques d'emplois. Il faut mettre en avant le fait que la population active se décompose en trois groupes : les salariés du secteur formel, les travailleurs indépendants du secteur informel (patrons et travailleurs à leur propre compte) et les travailleurs et les travailleurs dépendants du secteur informel (salariés, apprentis, aides familiales). Essayons alors de cerner le profil de l'informel lequel occupe le 2/3 de la main d'œuvre. Pour ce faire nous allons tenter d'identifier quelques concepts et de classer en fonction des unités informelles.

¹ Dynamique du secteur informel dans l'agglomération d'Antananarivo:1995-2001 Enquête 1-2-3 phase 1 et 2, calculs MADIO

Section1: Tentatives de représentation

Cerner la notion d'informel consiste à en donner des définitions des diverses expressions qui l'entourent et d'analyser le cadre théorique dans lequel évolue.

I-UNE POLEMIQUE LEXICALE :

Au sujet du terme « informel », l'acte précéda la parole. La dénomination est devancée par le phénomène bien qu'il soit constamment présent spécialement dans les pays en voies de développement. Cette formule fut employée pour la première fois par Keith Hart dans une étude sur le Ghana dont les résultats furent publiés en 1971. Abasourdi devant ce phénomène, l'occident fut incapable de l'expliciter et de le théoriser ainsi que de le mesurer. Ainsi, c'est de cette impuissance de la science économique à le saisir qu'est née l'appellation d' « Informel ». Ce mot vient d'un mot anglais « informal » lequel signifie irrégularité ou « sans cérémonie », il renvoie à l'absence de forme. Cependant, ce ne sont pas les pays qui en sont victimes qui baptisa le phénomène mais l'institution internationale notamment le BIT. Actuellement pour le Petit Larousse² illustré 2012, l'informel désigne ce qui n'obéit pas à des règles déterminées et qui n'a pas de caractères officiels.

Un débat subsiste aussi avec l'emploi du terme « secteur ». Vu que nombreux sont ceux qui préfèrent le patronyme « économie » à ce mot. Cependant, un secteur d'activité est un ensemble d'entreprise exerçant une même activité principale. La branche est un ensemble d'entreprise produisant le même type de bien.

Selon le secteur, l'activité économique se subdivise en quatre :

Le secteur primaire : regroupant toutes les entreprises dont l'activité est en rapport avec la nature;

Le secteur secondaire comprend les entreprises de transformations : industries et bâtiment...

Le secteur tertiaire comprend les entreprises de services.

² Edition Larousse Juin 2011

Le secteur quaternaire regroupe toutes les entreprises de communication et de nouvelles technologies.

Toutefois le secteur informel ne peut être interprété par cette définition, c'est un ensemble lequel comprend activités hors de la sphère formelle. La dénomination « secteur informel » est un amalgame de segment des 4 secteurs. Cette expression prêtant à confusion est progressivement substituée à « économie informelle » afin de désigner une réalité des petits producteurs, en marge de la société.

Les différents vocabulaires ³employés dans le but de désigner les professions échappant aux normes légales et statistiques sont donc :

- | | |
|----------------------------|-------------------------|
| - Economie non officielle | - Economie non observée |
| - Economie non déclarée | - Economie cachée |
| - Economie submergée | - Economie clandestine |
| - Economie sous-marine | - Economie secondaire |
| - Economie parallèle | - Economie périphérique |
| - Economie alternative | - Economie duale |
| - Economie grise | - Economie occulte |
| - Economie marginale | - Economie noire |
| - Contre-économie | - Economie irrégulière |
| - Economie invisible | - Economie informelle |
| - Economie illégale | - Economie de l'ombre |
| - Economie non enregistrée | - Economie souterraine |

³ Willard 1989

Cette liste fut rédigée selon les modes d'apparition et le caractère de ce gagne-pain marginalisé. Cependant, l'expression la plus populaire reste le « secteur informel » et sa définition est d'autant plus complexe.

II- LES DIVERSES DEFINITIONS :

Le Petit Larousse⁴ illustré 2012 propose la définition suivante : « Le secteur informel est une activité professionnelle qui n'obéit pas aux règles du marché du travail »

Le secteur informel décrit une caractéristique structurelle de nos sociétés. Il se démarque de l'économie illicite ou criminelle laquelle est une structure sociale interdite par la loi et la bonne morale. Dans cette sphère délictueuse se trouve la violence et les infractions sont les moyens utilisés par ses membres afin d'atteindre leurs finalités.

En 1993, lors de la quinzième Conférence des statisticiens du travail, ces derniers l'ont défini comme un ensemble d'entreprise non enregistrées ou non constituées en société d'une taille inférieure à une taille donnée, comprenant les micro-entreprises d'employeurs informels qui emploient un ou plusieurs salariés sur une base permanente de travailleurs à compte propre qui peuvent employer des travailleurs familiaux et des salariés occasionnels⁵. Toutefois, il appartient à chaque pays de décider d'y inclure les activités agricoles.

Pour l'INSTAT, le secteur informel est défini comme « l'ensemble des unités de production dépourvues de numéros statistiques et/ou de comptabilité formelle ou comptabilité à valeur administrative au sens de la contribution directe »⁶. Parmi les divers registres administratifs en vigueur à Madagascar, le choix s'est porté sur le numéro statistique, dans la mesure où toute activité de production est contrainte à la détention d'un tel registre. Ce dernier est requis pour remplir un certain nombre d'obligation administrative et il conditionne l'accès à certaines prestations :fiscalité, sécurité sociale.

⁴ Edition Larousse Juin 2011

⁵ Organisation internationale du travail, Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture (Genève, Organisation internationale du travail, 2002), p11.

⁶INSTAT Dynamique du secteur informel dans l'agglomération d'Antananarivo:1995-2001 JUILLET 2004. ENQUETE 1-2-3.

Compte tenu des problèmes liés à l'agriculture urbaine, les unités de production dans la branche primaire ont été exclues du champ de la deuxième phase de l'enquête. Le motif de la décision d'exclusion est de ne pas élaborer un questionnaire spécifique pour aborder les problèmes de l'agriculture urbaine et périurbaine.

Ce choix semble pertinent dans la perspective de l'appréciation du poids et du rôle macroéconomique du secteur informel dans ses interrelations avec le système productif de l'économie malgache. Il permet d'intégrer le secteur informel dans la comptabilité nationale, qui constitue un cadre privilégié à l'analyse macroéconomique.

L'absence de N°STAT apparaît comme le critère déterminant d'appartenance au secteur informel, puisque seulement 18% des unités de production non agricoles en possèdent une sans tenir une comptabilité formelle.

Il est à rappeler que le secteur peut jouir d'une autre reconnaissance juridique, étant donnée la multiplicité des formes d'enregistrement à Madagascar. Quatre registres existent sur lesquels les unités de productions informelles sont susceptibles d'être enregistrées. Elles sont: le registre des commerces, la patente, la carte professionnelle et l'organisme de sécurité comme la CNaPS. Il suffit pour cela de :

- * Se déclarer au Fokontany
- * Remplir une déclaration d'existence aux contributions et payer la patente en plus de demander la carte à l'INSTAT.

Avec la carte professionnelle ou « carte rouge » contribue à la fourniture auprès des grossistes. A caractère facultatif, l'enregistrement au registre du commerce donne la possibilité de recourir au système judiciaire et de se faire connaître au journal officiel.

Tableau 1 : Enregistrement dans les administrations

Registre administratif	Taux d'enregistrement
N° STAT	20.9
Patente	24.3
Carte professionnelle	17.3
Registre du commerce	3.7
CNaPS	0.5

Sources : Dynamique du secteur informel dans l'agglomération d'Antananarivo:1995-2001
Enquête 1-2-3 phase 1 et 2, calculs MADIO P14

A la suite de cette définition, la notion d'« **emploi informel** » doit être soulignée. L'emploi informel peut être divisé en deux catégories. La première catégorie regroupe les travailleurs indépendants, spécialement les employeurs, les travailleurs à leur propre compte et les membres de la famille du propriétaire non rémunérés rattachés à la structure informelle. La seconde comprend les salariés qui exercent un emploi informel, spécialement les salariés d'entreprises du secteur informel, les travailleurs occasionnels qui ne possèdent pas d'employeurs fixes, les travailleurs domestiques et les travailleurs temporaires, à temps partiels ou contractuels employés par le secteur formel lesquels ne bénéficient pas de protection ou d'avantages, de bénéfices en liaison avec l'emploi.

Le bureau international du travail reprit le terme informel dans un rapport sur la situation au Kenya⁷. Ce terme englobe donc les travailleurs pauvres exerçant un travail pénible dont les activités économiques ne sont pas reconnues, ni enregistrées, ni réglementées par le pouvoir public. Cette explication du secteur informel en dépeint une vision noire et le met sous un mauvais jour.

Ce rapport donne à ce secteur les caractéristiques suivantes:

- * Un accès facile
- * Une utilisation par les entreprises de ressources locales
- * Des technologies à forte intensité de main d'œuvres
- * Une entreprise de propriété familiale
- * Une petite échelle de production
- * Des marchés de concurrences non réglementés
- * Qualification acquise hors du système scolaire officiel.

En clair, il s'agit alors des expériences de création d'activités génératrices de revenus lesquelles sont mises en œuvre par les populations dans un esprit de solidarité sans pour autant être déclarées aux autorités.

Ce secteur envahit les rues, les trottoirs, les voies publiques des agglomérations où il regroupe entre autres des petits commerçants, des petits vendeurs

⁷ Programme mondial de l'emploi lancé en 1969 publié en 1972, BIT Genève

ambulants, des petits artisans.... Les unités du secteur informel opèrent généralement à petites échelle avec peu ou pas de distinction entre force de travail et capital en tant que facteur de production. Plus l'activité est marginale, plus elle échappe à la vigilance de l'Etat pour un relâchement de la pression administrative coûteuse.

Les propriétaires utilisent d'un côté leurs propres épargnes ou lèvent les fonds nécessaires sans tenir compte des risques. Les équipements de qualité moyenne y sont en outre d'occasion, soient employés pour les besoins du ménage tels que les appareils électroménagers, les bâtiments, les véhicules...D'un autre côté, la main d'œuvre présente un caractère limitatif, le recrutement est surtout basé sur les relations sociales ou personnelles.

A Madagascar, ce secteur s'illustre par sa recrudescence et son poids grandissant dans le paysage économique, notamment dans le PIB. Entre 1995 et 2001, voici son évolution :

Tableau 2: Le secteur informel et son évolution

	Agrégats	
	1998 (Fmg 1998)	2001 (Fmg 2001)
Nombre d'UPI	164 000	205 800
Emploi	241 200	313 100
Capital	596 MDS	704 MDS
CA	2824 MDS	4703 MDS
PRODUCTION	1632 MDS	2591 MDS
VA	997 MDS	1551 MDS
POIDS DANS LE PIB	29.8%	17.4%

Sources : Dynamique du secteur informel dans l'agglomération d'Antananarivo:1995-2001
Enquête 1-2-3 phase 1 et 2, calculs MADIO P5

En 2010, l'agglomération d'Antananarivo dénombre 354 600 d'UPI dans les branches marchandes non commerciales employant 526 400 personnes. En raison de la difficulté d'énoncer clairement et concrètement ce qu'est le secteur informel et d'en donner une définition statique, l'étude et la compréhension de ce phénomène requièrent une classification de ses manifestations.

Toutes unités informelles revêtent les caractéristiques des entreprises. Ces dernières, dans le langage, sont les offreurs ou les producteurs de biens et services allons es ; les offreurs d'emploi, les offreurs et les demandeurs de capitaux et de monnaies. Dans cette section nous allons analyser comment les unités informelles sont perçues dans les théories.

Section 2: L'économie informelle dans les théories

En 1995, ZENOU ⁸affirma que le traitement du secteur informel dans les modèles probabilistes n'est pas toujours satisfaisant. Au cours des dix dernières années, cependant, la littérature sur l'informel s'est profondément renouvelée. A trois écoles dominantes peuvent se rattacher les divers travaux sur l'économie informelle : Elles ont des versions différentes de la structure informelle allant de d'une structure économique positive à une totalement négative. Elles sont ainsi :

- ❖ Les analyses inspirées de la théorie néoclassique de la concurrence
- ❖ Les analyses socio-économiques
- ❖ Les analyses structuralistes.

I-LES ANALYSES INSPIREES DE LA THEORIE NEOCLASSIQUE DE LA CONCURRENCE :

Deux approches y sont alors inscrites à savoir : celle qui voit dans l'économie informelle la réponse idéale de la concurrence pure et parfaite de H. DE SOTO⁹ et l'autre à caractère dualiste de Arthur LEWIS¹⁰ en 1954.

La première approche de DE SOTO soutient que l'économie informelle est une manifestation idéale de la concurrence pure et parfaite. De ce fait, elle répond donc aux cinq hypothèses de concurrence pure et parfaite : l'atomicité, l'homogénéité, la libre circulation ou la fluidité, la multiplicité et la transparence. L'économie populaire est une illustration éclatante d'un « capitalisme aux pieds nus ». Le secteur informel est le lieu de prolifération de la concurrence celle que l'Etat empêche de se déployer dans le secteur moderne non agricole. L'Etat inhibe et bloque la prolifération de la concurrence par le biais du protectionnisme, des mesures légales, d'une bureaucratie excessive, la rigidité des salaires. Dans le but d'y échapper, l'entreprise se déploie à la limite des règles légales afin de contourner les barrières à l'entrée.

La seconde approche dualiste d'Arthur LEWIS, d'inspiration Néoclassique, ces modèles que le secteur informel est une nouvelle façon de considérer l'hétérogénéité des

⁸ Y ZENOU, Chômage urbain et migration dans les PVD, Revue d'économie politique.

⁹ H. DE SOTO, L'autre sentier, la révolution informelle, La découverte, Paris ; 1994

¹⁰ Arthur LEWIS, Economic development with unlimited supply of labour, Manchester of Economic and social studies, Mai 1954

structures des économies. Etant plus centré sur le sous-emploi, elle souligne l'inégale répartition du facteur de production : capital et travail. Un secteur traditionnel, d'un côté, caractérisé par une main d'œuvre excédentaire et d'un autre côté un secteur moderne plus capitalisé avec moins de main d'œuvre. Chez LEWIS, le milieu traditionnel libérait petit à petit sa main d'œuvre en surplus selon les besoins de son homologue urbain industriel. Cependant, vers les années 60 se constate l'absence de coordination entre flux migratoire et l'absorption des migrants dans l'industrie. Il se forme alors un secteur de transition : une masse misérable en attente d'un emploi.

D'après les principes de l'économie Néoclassique, en raison de leur bas revenus, ils ont une faible production et sont considérés comme sous-utilisés vu que leur productivité est en dessous du formel. Dans le milieu urbain, les économies formelles et informelles sont concurrentes.

II- LES ANALYSES STRUCTURALISTES :

Au sein de ce courant, deux thèses marginalistes ont été développées : d'une part la thèse marginaliste et la thèse fonctionnaliste.

1 La thèse marginaliste :

L'économie informelle est identifiée au segment du marché du travail le moins productif et aux rémunérations les plus faibles auquel participe une main d'œuvre excédentaire dont l'accès à l'économie formelle est interdit ou qui en est expulsée. Elle considère alors l'informelle comme une « une masse marginale » ou « de pôle marginale de la société » comme l'explique MEZZARA¹¹. Dans ce cas, il s'agit d'un secteur parasitaire essentiellement tertiaire où se réfugie les laissés-pour-compte afin de survivre. Ces activités sont les services domestiques, personnels, petits détaillants. Elles représentent une consommation improductive dont le revenu sera accaparé par les taxes et les rentes.

De ce fait, l'économie informelle développe une « économie de subsistance » laquelle ne participe pas au processus d'accumulation globale, selon URMENETTA¹². Ces laissés-pour-compte, en référence à la théorie marxiste, sont dénommés « Armée de

¹¹ Mezzara J., Medicion del empleo urbano, Socialismo et participacion, septembre 1984, Lima.

¹² Urmeneta R., Estratégias de subsistencia en el capitalismo autoritario : los nuevos componentes del sector informal en Chile, thèse de doctorat, UCL, Santiago du Chili, 1988.

réserve industrielle ». Dans cette perspective, l'économie informelle, constituée de pauvres marginaux, est vouée à régresser sous l'effet de la croissance économique et de l'absorption grandissante dans une structure formelle industrielle.

Cependant, une partie de l'économie informelle est un secteur évolutif selon Philippe HUGON¹³ peut-être modernisée grâce à des politiques de soutien à ces unités évolutives.

2 la thèse fonctionnaliste :

Elle reconnaît l'existence de connexion entre l'informel et le formel, mais en terme de fonctionnalité par rapport à l'accumulation capitaliste, une surexploitation de l'un par l'autre. Dans ce cas, les travailleurs informels jouent un rôle bénéfique pour la valoriser du capital. Soulignons l'approche par l'économie souterraine de PORTES. De manière succincte, elle insiste sur le fonctionnement du marché noir. L'activité informelle n'est pas analysée seulement qu'elle propose des coûts faibles. En cas de sous-traitance, il y a un cas de transfert direct de l'économie informelle vers son homologue. L'accueil d'une certaine main d'œuvre marginale indispensable au secteur moderne surtout.

III- LES ANALYSES SOCIO-ECONOMIQUES :

Certaines professions informelles sont la conséquence d'un comportement non-capitaliste et d'un comportement économique basé sur la réciprocité et la redistribution. Il s'agit du développement d'initiatives locales des ressources marchandes, non marchandes, non monétaires.

Au sein de l'économie informelle, certaines activités entretiennent des liens avec le secteur formel capitaliste comme concurrent, sous-traitant. L'informel accède à des créneaux inaccessibles au secteur capitaliste dans le but de trouver et satisfaire le besoin de nouveaux clients.

Etant donné, les aptitudes de l'informel citées précédemment dans les théories, il faudrait analyser ses caractéristiques en tant qu'unité de production et organisation humaine.

¹³ Hugon P. (1980), Dualisme sectoriel ou soumission des formes de production au capital : peut-on dépasser le débat ?, Revue Tiers-Monde, n°82, p.235-259.

CHAPITRE 2: CLASSIFICATION DES UNITES INFORMELLES

Cette liste de caractéristiques¹⁴ est non exhaustive, en tant que telle, elle n'est ni complète ou définitive. En effet, ces critères ne peuvent couvrir que de manière approximative le spectre des professions informelles afin d'en donner des caractéristiques descriptives. Toutefois, il est normal de dire que l'informel a la vocation de créer de l'emploi comme toutes les entreprises. Les entreprises informelles sont des unités de production de valeur et de répartition de revenu. Elles combinent les facteurs de productions: travail et capital en vue de fabriquer des biens et services destinés à être vendus sur le marché. Elles produisent de la valeur quand le prix de ses produits couvre les charges.

Section 1 : L'entreprise informelle est une structure de production

Elle est une organisation à but lucratif, elle combine à cet égard un ensemble d'activité organisé, en vue de produire des profits. En adoptant cette vision de l'entreprise, il serait intéressant de l'examiner en se référant à son secteur économique et sa taille.

I- LE SECTEUR ECONOMIQUE :

Il serait intéressant de découper l'informel en fonction des segments des quatre secteurs économiques.

Au sein du secteur primaire, l'informel s'oriente vers les entreprises extractives, notamment, le secteur minier en hausse avec la découverte de nouveaux gisements. Ensuite, dans le secteur secondaire se situe les entreprises de transformation et le bâtiment. Les entreprises industrielles comprises au niveau de ce secteur sont plutôt

¹⁴ Auteur : Rolando ARELLANO, professeur agrégé et directeur du Département de marketing, membre du GREGIE, Université Laval, Sainte-Foy, Québec, Canada.

florissant. Enfin, au niveau du secteur tertiaire de services, l'informel se concentre parmi les activités de commerces et de services. Là s'agglutine la plus grande proportion d'entreprise formelle. Les raisons sont que :

- D'une part, le penchant pour le commerce s'expliquerait par le fait qu'il s'agit d'une activité facile d'accès, qui dépend des ressources capitales internes, dont les opérations peuvent être de faible envergure. De plus, les compétences requises ne sont pas reliées nécessairement à la formalisation scolaire et il est une activité par un marché concurrentiel.

- d'autre part, la motivation de spéculation laquelle domine l'entrée en affaires dans les environnements où ces décisions ont guidées par la recherche des solutions ponctuelles. Spécialement, quand le premier but recherché dans une logique de court terme est de rattraper un niveau de bien-être donné. La décision d'entreprendre est légitimée par la finalité du maximum d'un coup.

Tableau 3 : Structure par branche des unités de production informelles.

Branche	Unité de production		Emplois	
	effectifs	%	Secteur informel	Secteur formel
Industries				
Agro-alimentaire	5200	2.6	2.7	2.3
Confection	27940	12.6	12.5	20.7
Autres	18540	9.9	8.8	7.3
BTP	15030	7.3	7.1	3.4
Commerce	75330	36.6	29.2	12.4
Produit primaire	34 4650	16.8	15.7	4.4
Produit transformé	40 680	19.8	13.5	8.0
SERVICES	63 740	31	39.7	54.4
Ménage et entreprise	47 100	22.9	32.6	45.6
Restauration	5 760	2.8	3.1	1.8
Transport	10 880	5.3	4	7
TOTAL	205 780	100	100	100

Sources : Dynamique du secteur informel dans l'agglomération d'Antananarivo:1995-2001
Enquête 1-2-3 phase 1 et 2 calculs MADIO P6

Les données ci-dessus illustrent durant la période 1995-2001 des activités souterraines économiques suite à une catégorisation par secteur.

II- LATAILLE DE L'ENTREPRISE :

Plusieurs critères existent dans le but de fixer la dimension de l'entreprise informelle: Le nombre de salariés, le capital social, la valeur ajoutée, le chiffre d'affaires. Pour les entreprises informelles, la taille naturelle semble entre les micro-entreprises et les moyennes entreprises. Hernando DE SOTO, en 1986, mentionne que « l'informalité est surtout intéressante pour les petites unités, mais qu'à partir d'une certaine taille d'affaires elle devient plutôt gênante ».

Tableau 4 : Les caractéristiques de différentes entreprises en fonction de leur taille

	Micro entreprise	Petite entreprise	PME
Nombre d'employés	1 à 4	5 à 9	10 à 29
Emplacement	Dans la maison ou sans lieu fixe	Local adjacent à la maison	Local séparé de la maison
Méthodes de production	Simple	Système comptable de base	Plus avancée avec des étapes et certains travaux spécialisés
Système comptable	Sans comptabilité	Système comptable de base	Système comptable avec livre et gestion de personnel
Source de financement	Secteur informel, taux d'intérêt, pas d'accès au système formel de crédit	Secteur informel avec besoin de financement pour l'achat d'équipement	Secteur informel, secteur formel, mais avec des difficultés pour obtenir le crédit
Marché	Marché local	Marché local avec possibilité d'expansion	Marché local et national avec compétition. Besoin de financement de meilleure qualité
Aspect légal	Non enregistrée et opère dans l'informel	Non enregistrée	Enregistrée

Source: PACT, Small business projects: A step by step Guide, 1987

L'entreprise, tout compte fait, qu'elle soit formelle ou informelle est une structure qui contribue à la création de valeur qui sera soumise à une répartition à chacun de ses membres. Ces acteurs distinguent et caractérisent l'entreprise informelle.

Section2: L'entreprise informelle est une organisation humaine

En tant qu'entreprise, elle rassemble des personnes aux compétences diverses. Ces personnes forment un groupement humain ou une entité sociale. Un groupement humain est constitué d'une communauté sociale et de programme où l'ensemble des membres tisse des relations sociales fortes dont l'objectif est de concourir à la prospérité de l'entreprise. La politique sociale est mise en avant par la notion de groupement laquelle répond aux attentes des divers groupes sociaux.

En tant que membre de l'environnement, elle est confrontée à un environnement immédiat d'une part et d'autre part à un environnement macroéconomique. Au niveau du premier se situent les employés et les décisionnaires ; les fournisseurs ; les clients ; les institutions de crédits ; les autorités publiques et les organisations non gouvernementales. Au sein du second, l'entreprise est plongée dans l'environnement politique, économique, social, technologique, écologique, légal communément nommé PESTEL.

Dans cette optique, il se doit de distinguer le type d'entreprise informelle et la permanence dans la profession suivant les critères du lieu et le temps pour l'exercice de l'exercice.

I- LE TYPE D'ENTREPRISE INFORMELLE:

Le type d'entreprise varie selon la construction d'après la quantité de participants et leurs rôles respectifs. Trois genres de structures de bases sont à spécifier, à savoir : L'entreprise individuelle, l'entreprise familiale et l'entreprise associative.

En premier lieu, *l'entreprise individuelle* représente de base du secteur vu qu'elle ne possède qu'un seul propriétaire. Il est le principal responsable de la gestion. Il est l'individu qui perçoit des besoins, conçoit des biens et des services pour les satisfaire. Il organise des facteurs de production et crée des marchés de produits. En terme général, les entrepreneurs sont des ingrédients essentiels qui enrichissent le pays. Ils génèrent des capitaux et inventent de l'emploi.

En second lieu, *l'entreprise familiale* laquelle est très liée à la tradition et aux anciennes coutumes qui sont beaucoup plus centrées sur la cellule et les valeurs familiales. Les membres de l'entreprise sont issus du cercle intime comprenant les membres proches

ou éloignés. Ce type d'entreprise évolue dans la sphère traditionnelle et moderne économique comme l'artisanat, les articles de confections.

En dernier lieu, *les entreprises associatives* qui sont minoritaires. Elles sont le résultat de l'association commerciale de personnes d'origines différentes. Néanmoins, au sein de l'économie informelle il n'existe pas de critère d'association légale telle que dans les SARL et les SA. Elles se basent sur la confiance mutuelle. Ces associations sont généralement constituées en coopérative, en comité de défense ou comité de propriétaires.

Etudions particulièrement le profil de l'entrepreneur informel. Il est le principal de la gestion de l'entité et possède un « esprit d'entreprise ». L'esprit d'entreprise est la capacité d'innovation et l'aptitude à exploiter un métier complexe. Il suffit pour cela de percevoir des créneaux exploitables et rentables en plus de détenir une volonté de l'exploiter et enfin posséder les compétences en matière de gestion afin de mener à bien le projet. Il est l'homme orchestre de l'entreprise.

Même si les producteurs informels sont relativement plus jeunes que leurs homologues du secteur formel, il semble que leur âge soit une caractéristique plus ou moins importante dans le secteur clandestin, dans la mesure où leur habileté, leur connaissance, leur dextérité et leurs expériences s'acquièrent avec les années.

Dans le secteur formel, les entrepreneurs sont souvent plus instruits et détiennent généralement un niveau universitaire. Tandis que dans le secteur parallèle peu ont ce niveau et nombreux sont ceux qui sont « formés sur le tas ». Il offre une formation pratique qualifiante à un coût faible grâce à la méthode du « LEARNING BY DOING ».

II- LA PERMANENCE DANS LA PROFESSION :

Il est à mentionner que les travaux informels sont souvent un moyen afin de pallier le manque de revenus, les individus s'y engagent alors à divers degré. Etant donné que rien n'exige l'exclusivité ou la permanence dans l'activité, elle peut ainsi se pratiquer sur une base temporaire, saisonnière ou permanente. Le temps consacré à cette activité est en étroite relation avec sa nature. Le temps de participation sur une base quotidienne peut alors être partiel ou complet.

Outre le critère temporel, la permanence dans un lieu déterminé permet de distinguer : les entreprises ambulantes, semi-ambulantes et fixes.

1-Les critères géographiques :

La stabilité du lieu géographique qui tient lieu de siège principal d'affaires décrit le genre d'entreprises. Par conséquent, les entreprises informelles sont nomades, en partie fixe et/ou entièrement sédentarisé.

Ainsi, les entreprises ambulantes descendent de l'activité de colporteurs dont la règle est simple « être là où le client est ». Les voies publiques sont donc leurs sièges de prédilection afin de trouver des débouchés et d'être en permanence avec les clients. Ce choix aussi est motivé par le manque de capital.

Concernant les entreprises semi-ambulantes, elles occupent un emplacement déterminé proches des activités formelles et s'y installent pour une période fixe débutant tôt le matin et finissant tard le soir. L'entreprise se servira d'un local mobile, facilement démontable. Cependant elle peut choisir de s'installer le temps de la prestation dans le domicile des clients ; ce qui a l'avantage de leur assurer une clientèle fidèle à laquelle il propose souvent d'acheter à crédit.

Les entreprises fixes sont issues de la sédentarisation des entreprises semi-ambulantes lesquelles ont réussi et accepté de subir la pression des autorités municipale en raison de la hausse de sa demande et du volume des commandes des clients. Elles exercent son métier dans un local permanent comme les kiosques, l'atelier et les petits magasins. Le secteur informel se caractérise par une grande précarité des conditions d'activité. A peine 32% des unités disposent d'un local spécifique d'activité (ateliers boutique), 35% exercent à domicile et 33% ne possèdent pas de local¹⁵. Globalement, il existe une forte corrélation entre les branches d'activité et le type de local.

Le « commerce des produits transformés et les autres industries sont les branches où l'on trouve les plus forts contingents d'activités non localisées. Environ 43% des commerces de produits transformés sont abrités par des installations de fortunes (ambulants, des postes fixes ou ambulants sur la voie publique). Dans le cas des restaurations, plus de 27% des unités se trouvent dans la rue ou ambulantes, dans des conditions d'hygiène susceptible d'accroître le risque sanitaire des consommateurs. A Madagascar, spécialement à Antananarivo, en chiffre cela donne :

¹⁵ Sources : Dynamique du secteur informel dans l'agglomération d'Antananarivo:1995-2001
Enquête 1-2-3 phase 1 et 2 calculs MADIO

Tableau 5 : Précarité des conditions dans le secteur informel.

Branche	Eau	Electricité	Téléphone	Type de local			
Industries	18.3	34	2.6	sans	domicile	avec	total
				31.1	39.6	29.3	100
Agro-alimentaire	17.6	2.3	4.6	25.8	53	21.1	100
Confection	17.7	34.8	0.2	32.2	39.7	28	100
Autres	16.8	37.2	5.2	34.1	35.4	30.5	100
BTP	21.8	32	2.5	26.8	40.4	32.9	100
Commerce	12.5	32.3	2	36	28.6	35.4	100
Produit primaire	14.6	29.3	1.1	28.1	24.4	47.5	100
Produit transformé	10.6	35.1	2.8	42.7	32.2	25.1	100
SERVICES	16.1	34.4	6.2	31.5	36.2	32.2	100
Ménage et entreprise	16.2	33.8	6.9	31.8	37.6	30.6	100
Restauration	20.8	39.5	7.9	32.7	25.2	42.1	100
Transport	13.1	34.2	3.1	30	36.2	33.8	100

Sources : Dynamique du secteur informel dans l'agglomération d'Antananarivo:1995-2001
Enquête 1-2-3 phase 1 et 2 calculs MADIO P10

2- Les critères temporels:

Les activités informelles n'exigent pas que l'on s'y consacre exclusivement. D'où les entreprises informelles temporaires lesquelles apparaissent et disparaissent de façon aléatoire. Ce sont souvent des entreprises constituées de personnes qui ont d'autres occupations, pour qui le travail informel n'est qu'un substitut pour les périodes où il est impossible d'exercer la première activité. L'activité informelle est donc pratique en parallèle n'engageant l'individu qu'une partie de son temps.

Par ailleurs, on distingue l'entreprise saisonnière laquelle engage une forte proportion d'individu pour exercer des activités informelles pendant des périodes bien définies de l'année. Elle sert à augmenter les revenus durant les périodes « pics » des

activités économiques telles la période précédant les fêtes chrétiennes comme Noël ou la fête des mères, la fête nationale.

En outre, il y a les entreprises permanentes lesquelles fonctionnent à la longueur d'années, elles sont qualifiées de « vraie entreprise informelle ». Généralement, elle cherche une clientèle stable et se consacre exclusivement au développement de l'activité. Les horaires quotidiens de travaux dans ces conditions peuvent atteindre 14H.

Les normes de travail légales régissant la durée du travail n'ont pas cours dans le secteur informel. En moyenne, le temps de travail est de 8h par jour 35h par semaine et n'excède pas 173,3heures par mois¹⁶, au-delà l'excès de travail concourt à un supplément la rémunération horaire est plus élevée. Si les actifs du secteur informel travaillent en moyenne 41 heures par semaine. Cette grande hétérogénéité dans la durée du travail peut être interprétée de diverses manières. C'est un facteur positif, car il marque la flexibilité d'un secteur qui peut moduler le recours au facteur travail en fonction des variations de la demande. Elle donne aussi la possibilité à ceux qui travaillent peu de mener parallèlement d'autres activités.

Mais en contrepartie, elle est indicatrice du sous-emploi des ressources humaines dans le secteur informel. En premier lieu, le sous-emploi visible est très fréquent dans ce secteur. 42% des actifs informels travaillent moins de 35heures contre leur gré, parce que la demande est très faible. En second lieu, et paradoxalement, la présence massive d'horaires très élevés peut aussi être considérée comme un indice de sous-emploi. Elle met en lumière l'inadéquation entre emploi et rémunération, puisque cette charge horaire constitue la seule manière d'obtenir un revenu acceptable, au prix d'une productivité horaire dérisoire. Il apparaît donc que, s'il ne peut être assimilé au sous-emploi, il constitue l'un de ses refuges de prédilection.

¹⁶ Code du travail, article 75, alinéa 1

Tableau 6 : Rémunération et horaire de travail dans le secteur informel.

	Revenu horaire Moyen en FMG	Horaire Hebdo Moyen en heures		Horaire Hebdo moyen en heures	Revenu horaire moyen en FMG
Branche			Statuts		
Industries	2491	37	Patron	45	5330
Agro-alimentaire	1615	33	Compte	39	2568
Confection	2095	33	propre		
Autres	1773	38	Salarié	44	1149
BTP	4121	41	Apprenti	38	123
			Aide familiale	36	0
Commerce	2145	46	SEXE		
Produit primaire	2132	47	Homme	42	2865
Produit transformé	2157	44	Femme	39	1847
SERVICES	2913	38	SCOLARITE		
Ménage et entreprise	2830	33	Non scolarisé	40	1186
			Primaire	43	1738
Restauration	1926	48	Secondaire	42	2811
Transport	3880	48	Universitaire	28	7268
TOTAL	2 460	41	Apprentissage		
Enregistrement					
UPI avec n° stat	3319	49	Sur le tas	40	2506
UPI sans n° stat	2036	37	Autre	42	2363

Sources : Dynamique du secteur informel dans l'agglomération d'Antananarivo:1995-2001
Enquête 1-2-3 phase 1 et 2 calculs MADIO P11.

III-L'ENTREPRISE INFORMELLE EST UN CENTRE DE DECISION :

Pour avoir une certaine rentabilité, l'entreprise prend des décisions économiques au sujet de la production, la nature du dit produit, sa quantité, son prix. Aussi des décisions sont adoptées en fonction des moyens limités afin que soient atteints ses objectifs, des bonnes décisions doivent être prises. Ces initiatives s'appuient sur le calcul économique lequel est la comparaison entre avantage et coût. En tant qu'entité autonome, elle est libre de disposer de son patrimoine, c'est-à-dire ses actifs productifs et financiers nécessaires à son exploitation.

1 Les actifs productifs :

En comptabilité, le terme unique d' « actifs non courants » ou « d'actifs stables » englobe les actifs productifs et financiers. C'est un actif :

- ❖ Qui est destiné à être utilisé de manière continue pour les besoins des activités de l'entité telles les immobilisations corporelles ou incorporelles.
- ❖ Qui est détenu à des fins de placements à long terme ou que l'entité n'a pas l'intention de réaliser dans les 12 mois suivant la date de son exercice.

Les actifs productifs dépendent du degré de spécialisation de l'entreprise et de la technologie utilisée. Ils varient de l'instrument de base à des machines spécialisées. Le capital du secteur informel est bien souvent constitué par du matériel déclassé acheté déjà usager dont on allonge ainsi la durée de vie. Ce sont des capitaux de seconde main sauf pour les terrains qui ne subissent pas l'amortissement. L'ensemble du capital est détenu en moyenne 5 ans. Dans la majorité des cas, les chefs d'unités de production informelles sont propriétaires du capital qu'ils utilisent. Toutefois la location apparaît significative pour les terrains et les locaux de travail, où elle pèse pour le tiers du type de capital correspondant.

Etant donné que le secteur informel ne produit pas de biens de capital, il est fortement dépendant du secteur formel pour l'acquisition de ses équipements. Une part du stock du capital a été acquis auprès du formel. En fait, près de la moitié du capital des unités de production informelles leurs ont été vendus par les ménages. Ceci explique la part prépondérante des terrains et locaux dans le capital informel.

Les importations de capital sont très faibles quelque soit le type de capital considéré, le secteur public n'intervient que pour vendre des terrains et les locaux avec les marché de vente.

Tableau 7 : Structure du capital du secteur informel en 2001.

Branche	Structure du capital					
	Terrain locaux	Machine	Mobiliers de bureau	Véhicule	Outillage	Total
Industries	84.6	10.4	0.8	0	4.2	100
Agro-alimentaire	80.3	3.8	2.5	0	13.4	100
Confection	82.4	15.1	1	0	1.4	100
Autres	88.2	8.9	0.2	0.1	2.6	100
BTP	88.4	1.1	0.9	0	17.7	100
Commerce	91.4	1.6	1.2	2.6	3.2	100
Produit primaire	91.8	2.2	1.3	0	4.6	100
Produit transformé	91.2	1.2	1.1	4.1	2.4	100
SERVICES	61.1	3.5	0.8	31.4	3.2	100
Ménage et entreprise	16.2	33.8	6.9	7.9	6	100
Restauration	20.8	39.5	7.9	0.2	3.9	100
Transport	13.1	34.2	3.1	43.9	2	100
TOTAL	71.7	4.4	0.9	19.6	3.4	100

Sources : Dynamique du secteur informel dans l'agglomération d'Antananarivo:1995-2001
Enquête 1-2-3 phase 1 et 2 calculs MADIO P10

Même si dans la plupart des cas le capital requis pour démarrer ou faire fonctionner une entreprise informelle est peu élevé, le développement du secteur démontre néanmoins des besoins financiers.

Bien que l'importance du capital à investir puisse être un obstacle au démarrage ou à l'exploitation d'une entreprise informelle, il existe des possibilités de finance, financement très souvent informelles, pouvant surmonter cet obstacle. Etant donné que l'accès au crédit bancaire est fortement rempli de démarches administratives compliquées, en plus avec la crise, les banques demandent de nombreuses garanties comme les états financiers des trois derniers exercices lesquels sont quasi inexistantes chez eux.

2- Le mode de financement des activités informelles :

L'accès au crédit informel est relativement simple et n'est pas soumis aux mêmes restrictions que le crédit formel. Une simple garantie laquelle varie en fonction du montant du crédit et prennent diverses formes : or, bijoux, appareil électroménager, véhicules, maisons, lopins de terres, etc. Les prêteurs s'adaptent très facilement aux spécificités des entrepreneurs du secteur informel, fondant leurs décisions sur les critères plus divers que ceux sur le marché formel. Se distinguent alors:

***Les fournitures de crédit :** Ce mode de crédit assez courant se rencontre dans le cadre de relations entre fournisseurs et les clients. Les termes des crédits accordés par les fournisseurs sont limités dans le temps. Beaucoup de prêteur accordent des crédits en fonctions des relations d'affaires qu'ils entretiennent avec le client et de la confiance qui s'installe entre eux.

***Les marges de crédit et vente à crédit :** Ce type de crédit, est utilisé pour financer les ventes de détail aux ménages et est accordé sans garanties additionnelles particulières.

Le secteur informel possède de nombreuses qualités qui sont aptes à souligner son apport dans la société.

Vu les aptitudes de l'informel citées, il paraît inutile de pratiquer plus longtemps encore ce phénomène de société. Il est inutile de pratiquer une politique de l'autruche face à ce phénomène en constante recrudescence lequel envahit les rues. Deux cas de figure se présentent : d'une part freiner sa croissance et de l'autre cohabiter avec. Analysons pour cela, la portée de l'informel face aux besoins d'emplois à Madagascar puis les initiatives publiques et privées en faveur des entreprises et des emplois.

Afin de déterminer la portée de l’informalisation face aux besoins relatifs à la recherche de revenus pour subsister, il faudrait se rappeler les différents contextes d’apparition de la recrudescence du chômage et la ruée vers le secteur non enregistrés

CHAPITRE 3: LA PORTEE DE L'INFORMALISATION FACE AUX BESOINS D'EMPLOIS A MADAGASCAR

Certes, une faible croissance et une certaine dose d’inactivité ne constituent pas obligatoirement des plaies sociales et n’ont pas toujours été perçues comme un défaut. Cependant, nos sociétés sont organisées de telles manières que le chômage est une maladie tant sur le plan individuel que sur le plan social. En effet, les derniers Classiques se plaisaient à imaginer une partie du temps pourrait être consacrée au loisir et à la culture. Néanmoins, posséder un emploi constitue un grand avantage sur le plan social, financier d’autant qu’il est difficile de se projeter dans l’avenir sans une entrée fixe de revenu. L’individu sans travail est une charge pour la collectivité car elle se charge de son entretien. Cet entretien est un coût direct sous la forme financière bien qu’il n’y a pas de compensation par une production en la faveur de la société.

Chaque travailleur est à l’origine d’un surplus lequel est bénéfique à la société mais l’existence d’un chômeur a pour effet l’apparition d’un manque à gagner global. Les coûts indirects peuvent être identifiés comme une perte de revenu pour le ménage et de bien être collective.

Or dans la plupart des pays sous développés, le chômage est très flagrant, il n’est pas conditionné par l’âge, le statut social, le genre ...Le secteur privé formel et le secteur public sont incapable d’accueillir tous les travailleurs.

L’économie informelle était admise faute de mieux face à cette incapacité. Le secteur informel possède une capacité insoupçonnée de création d’emploi et de revenu même en période de crise, grâce à son dynamisme et sa flexibilité. Il peut être qualifié d’ « éponge à emplois ». Etant donné l’échec successif de politique de l’emploi dans les pays sous développés, la solution a été adoptée et ceci suite à raisonnement; bien

que par l'absurde, lequel affirme que: « Puisque ce en quoi nous avons cru ne marche pas, ce en quoi nous n'avons pas cru doit marcher ». Ce chapitre a pour objectif de dresser un portrait sur la situation macroéconomique en liaison avec l'émergence et l'essor rapide de l'informel de Madagascar dont la capitale Antananarivo est le centre administratif et le poumon économique du pays. Le chômage important additionné à une crise institutionnelle seront mis en exergue afin d'en déduire le recours à cette ultime solution et son efficacité.

I-LE PROBLEME PREPONDERANT DU CHOMAGE:

Une personne est dite au chômage lorsqu'elle remplit les conditions définies

par trois critères:

- ❖ être sans travail
- ❖ être disponible pour travailler
- ❖ avoir fait des démarches en vue de trouver un emploi au cours de la période de référence.

Le chômage est un indicateur des tensions sur le marché du travail, révélant la disparité entre « offre » notamment ceux qui désirent travailler et « demande » avec les emplois proposés par les entreprises¹⁷.

Le chômage est multiple à la fois dans ses causes et ses conséquences. Il existe différents types de chômage, différentes catégories d'emplois.

1- Les différents types de chômage :

C'est en faisant appel aux causes du chômage que se distinguent ses trois catégories.

1-1 Le chômage frictionnel :

Il est dû au mouvement incessant de la main d'œuvre laquelle change d'emploi, passant d'une entreprise à une autre. Souvent cela implique une mobilité géographique ou professionnelle. A cela s'ajoute la main d'œuvre en quête de son premier emploi. Même en situation économique de plein emploi, le chômage frictionnel est incompressible.

¹⁷ Etude périodique auprès des ménages 2010, P55

1-2 Le chômage structurel :

Il est le résultat de l'inadéquation partielle de l'offre et de la demande d'emploi comme une pénurie de main d'œuvre qualifiée. Ce type de sous-emploi s'aggrave aussi en cas d'insuffisance de modernisation de l'appareil productif en cas d'insuffisance de capital ou d'augmentation de la production. Ces causes se combinent souvent afin de provoquer alors une pénurie massive de main d'œuvre dans un contexte de chômage global élevé.

1-3 Le chômage conjoncturel:

Il est le sous-emploi dû à un ralentissement de l'activité économique. Ceci cause une baisse de la demande de travail entraînant à son tour des licenciements, des renouvellements des contrats à durée déterminée, la diminution des heures supplémentaires. Donc un lien existe entre la croissance de l'économie et l'évolution du taux de chômage: celui-ci a une tendance à s'accroître lorsque le taux de croissance du PIB diminue.

2-Les méfaits du chômage :

2-1 Sur le plan individuel:

Le fait de disposer d'un emploi constitue d'abord au moins pour le plus grand, le seul moyen de survie. Autrement, l'emploi confère un statut, une place à un endroit déterminé de l'organisation sociale. La perte de l'emploi entraîne la privation de tous ces bénéfices et la rencontre de nombreuses difficultés d'ordre pécuniaire et des traumatismes psychologiques. Cette situation pose d'autant plus de problèmes ; vu qu'elle se prolonge, le revenu du ménage chute au fur et à mesure que la durée du chômage augmente.

2-2 Sur le plan social :

Il est largement observé dans les pays où les autorités fiscales et les systèmes de redistributions sont très compétents. L'impôt prélevé par l'Etat aux contributions a pour fonction d'être redistribué sous la forme de transfert. L'individu privé de sources de revenus bénéficie d'une indemnisation versée par l'Etat.

Dans les pays pauvres comme Madagascar, le chômeur ne dispose pas de ces allocations de chômage . Il survit tant bien que mal aux aléas en commençant par le

rationnement des consommations puis en recourant au système d'entraide encore présent dans ces pays.

Tableau 7: Taux de chômage, selon le genre .

Unité: %

	Masculin	Féminin	Ensemble
Analamanga	3,4	7,4	5,4
Ensemble de l'île	2,9	4,8	3,8

Source: INSTAT/DSM/EPM 2010

Cette hausse du chômage peut provenir de l'évolution, il est logique de penser que ces mécanismes différents de changement affectent des individus. De ce fait, l'emploi a augmenté dans le secteur tertiaire tandis que l'industriel a diminué. C'est le phénomène de la tertiarisation. En plus, il y a apparition des nouvelles formes d'emploi et de la féminisation de l'emploi. Parmi les nouvelles formes de transactions au sein de l'emploi, il y a: les contrats de travail à durée déterminée, les contrats de travail à temps partiels, les intérim, les stages lesquels soulagent les entreprises en charge patronales. Cependant à la fin de ces emplois, ces personnes seront de nouveaux au chômage. Les femmes dans le monde du travail s'orientent davantage vers le tertiaire.

A la vue de ces statistiques, le taux de chômage n'est alarmant vu qu'il n'affiche pas un ratio à deux chiffres. En effet, c'est la partie visible de l'iceberg, l'autre partie se réfugie dans l'ombre de l'informel, mais ne demeurent que des travailleurs pauvres, c'est-à-dire une catégorie de personnes actives salariées en général à temps partiel, dont le revenu familial est inférieur au seuil de pauvreté¹⁸. Cependant, les autorités publiques ont bien œuvré pour réduire leur effectif de ces travailleurs pauvres mais ces actions sont restées vaines.

II-L'ECHEC RELATIF DE LA POLITIQUE VOLONTARISTE S'APPUYANT SUR L'ETAT A LA POLITIQUE D'AJUSTEMENT :

Le gouvernement de l'indépendance a eu pour tâches, simultanément d'ériger un Etat, de contrôler une partie des centres de décision économique et de gérer les diverses politiques sociales. L'Etat a alors joué un rôle central en cherchant à construire le marché, en adoptant des politiques industrielles des importations financées par les prélèvements sur l'agriculture destiné à l'exportation. Simultanément, des nationalisations

¹⁸ Vocabulaire de l'économie et des finances, 2006

des entreprises se sont traduites par la prédominance de l'Etat dans le secteur productif et financier de l'économie au détriment du secteur privé. La politique d'industrialisation devait, à terme, déboucher sur la création de plusieurs milliers d'emplois. Dans de multiples domaines (banques, industrie, industrie du sucre, cimenterie, pétrole, engrais, compagnie d'eau et d'électricité, compagnie portuaire, ferroviaire, aéronautique...), les entreprises nationalisées, intensives en capital, jouissaient d'un confortable monopole et d'un niveau de protection élevé. De ce fait, elles se sont avérées peu efficaces et extrêmement coûteuses pour la collectivité. Cette stratégie a permis de prolonger la tendance de croissance d'après-guerre jusqu'au choc pétrolier de 1973-1974.

Le pays est ensuite entré dans une spirale d'endettement. Et pour cause, le modèle de substitution d'importation s'est heurté à la faiblesse des marchés et à un coût élevé en devises. Les entreprises publiques ont été déficitaires. L'Etat s'est développé sans une base productive ni financement interne. La dette a permis la stabilisation jusqu'au second choc pétrolier de 1980-1981. « Moins d'Etat, Mieux d'Etat » car un geste de trop de l'Etat nuirait à la bonne marche de cette institution, causant une dérive du point de vue institutionnel.

La mauvaise gouvernance de l'Etat cause le non-paiement des impôts par l'informel et aussi les évasions fiscales. L'utilisation à mauvaise escient des recettes fiscales pousse la population à remettre en cause son utilité et par conséquent de remédier au problème de développement.

Puis une politique de stabilisation a été adoptée visant alors à l'équilibrage financier et reposant sur trois volets: La dévaluation, la hausse et l'unification des taux d'intérêt, la réduction du déficit budgétaire. La politique d'ajustement chercha à réaliser des réformes structurelles concernant d'abord à la liquidation des entreprises nationalisées et de leur privatisation, puis à la dévaluation, ensuite une transition fiscale conduisant à asseoir les recettes sur les impôts directs et la valeur ajoutée. Le FMI et la Banque Mondiale restent farouchement intransigeants à l'application stricte et rigoureuse de ce programme; et ce malgré la détérioration de la situation sociale. Il était impensable de recourir à des politiques de relance macroéconomique. Il s'agissait alors de désengager l'Etat de l'activité économique et sociale afin d'ouvrir les économies au vent de la concurrence internationale. Les années d'ajustements ne se sont pas traduites par une reprise de la croissance ni par un changement de spécialisation.

A cinquante ans après l'indépendance Madagascar, par ses diverses stratégies de développement, reste incapable de sortir radicalement de l'économie de traite héritée de la période coloniale. Le pays demeure fortement agricole et spécialisé dans des produits du sous-sol, sous-industrialisé. L'économie malgache persiste à être une économie de rente, c'est-à-dire, une économie pouvant se reproduire sans accumulation grâce à l'exploitation de ressources naturelles ou de transferts financiers.

L'économie malgache demeure largement ancrée dans le secteur primaire. Plus de la moitié des actifs, soit 80% en 2010 discernent un refuge dans les activités agricoles, d'élevage, de sylviculture, de pêche et minières. Cette proportion n'a pas fléchi au cours des années.

Tableau 8: Structure des emplois par branche d'activité selon le milieu de résidence.

Branche d'activité	Urbain	Rural	Ensemble
Primaires	54.7	86.5	80.5
Industries alimentaires	0.8	0.2	0.3
Textile	2.9	0.7	1.1
BTP/ HIMO	2.8	0.8	1.2
Autres industries	3.2	1.7	2
Commerce	17.7	4.3	6.9
Transport	2.7	0.6	1
Santé privée	0.5	0.1	0.2
Enseignement privé	1	0.3	0.5
Administration	5.6	1.7	2.4
Autres services	8.2	3.2	4.1
Ensemble	100	100	100

Source : INSTAT/DSM/EPM 2010

En raison de cette situation sociale sans issue, notamment un chômage flagrant et de faiblesse économique, causent des maux qui touchent durement la population. Le premier handicape et nuit à la survie des ménages malgaches déjà en situation de précarité. Le second n'inspire guère de l'espoir dans l'avenir car cette faiblesse indique que l'Etat ne peut venir au secours de sa population.

Toutefois, les pauvres ne peuvent se permettre de ne pas travailler et être inactif. A partir de là, le secteur informel avec ses unités de productions dont les caractéristiques sont susmentionnées semble joué un rôle social même si elles manquent de compétitivité.

Section2: Le secteur informel au secours des laissés-pour-compte du système.

I-LES MOTIFS D'APPARITION DE L'INFORMEL:

Un tel phénomène n'est pas le fruit du hasard. La cause principale du secteur non structuré est la perte d'emploi. Donc, c'est un problème de l'emploi; alors il faut une activité de survie. Au début, cette activité n'est pas permanente Mais au fil du temps, il ne trouve pas encore un emploi décent, alors il continue. C'est pourquoi la plupart de ses causes sont les origines de ses activités informelles.

En milieu urbain, on constate que les activités du secteur informel trouvent leur origine dans la pauvreté elle-même. Devant l'incapacité de l'Etat et des firmes capitalistes, la recherche de moyens d'existence mène à l'exploitation de la créativité, à l'invention de nouvelles manières de produire. Abdou TOURE confirme cette hypothèse en soulignant que «L'imagination est au service de la conjoncture »¹⁹. Les causes d'émergence de l'informalisation sont ainsi :

1 La migration :

Par définition, les migrations résultent d'une décision collective prise dans des situations d'incertitude et d'imperfections de marché. Aussi dans le milieu rural, les fléaux naturels peuvent occasionner la perte de sources de revenus. Afin de subvenir aux besoins, un ou toute la famille choisit de partir vers un milieu plus accueillant, plus propice à la fortune. Dans les théories microéconomiques, la migration est un phénomène issu du résultat des calculs coûts-bénéfices anticipés. Il est ainsi plus logique de se rapprocher des métropoles pour les différents avantages y afférents.

¹⁹ ABDOU TOURE, les petits métiers d'Abdijan. « L'imagination au service de la conjoncture », Karthala, Paris, 1985.

2- Les crises:

Une crise plus ou moins longue peut causer des pertes importantes d'emploi dans le secteur moderne. La survie dans un monde parallèle sauve ces nouveaux chômeurs de la misère.

En effet, les crises diverses tout au long de l'histoire ont provoqué des dommages énormes en terme d'emploi. Les crises sont la preuve d'un environnement non sécuritaire et sont inadéquats aux investissements. De ce fait, les crises périodiques malgaches ont fait fuir de nombreux investisseurs étrangers et la faillite de nombreuses sociétés nationales. En 2002, les retombées de la crise ont conduit à la fermeture de nombreuses zones franches et le licenciement de nombreux travailleurs. Les zones franches sont la trace d'une industrie au stade embryonnaire de Madagascar.

L'insécurité éloigne les clients. Au sein du secteur touristique lequel est une importante de source de devises pour le pays ; les crises ont fait fuir les visiteurs étrangers. Elles ont mis au chômage et portées préjudices aux personnes dont les métiers y sont relatifs : les guides touristiques, les entreprises de souvenir « Vita Malagasy », les propriétaires et les employés des complexes hôteliers.

3- Les démarches administratives en excès :

Afin de créer une entreprise les autorités malgaches exigent les conditions suivant . Précédant l'exercice d'une activité quelconque, l'obtention du NIFONLINE est obligatoire. Elle exige les pièces suivantes :

- Original et copie de la CIN
- Carte de résident et CIPENS pour les étrangers
- Certificat de résidence (moins de trois mois),
- Plan de repérage visé par le chef Fokontany,
- Récépissé et bordereau de versement IR/IS,
- Carte statistique,
- Titre de propriété du local,
- Procuration légalisée si représentant,
- Autres pièces originales,
- Référence de la demande,

Dans les zones où il existe un bureau de l'INSTAT :

1°) le promoteur doit se présenter au Centre Fiscal avec un certificat de résidence et une photocopie de la CIN avec l'original. Il remplit la déclaration d'activité et paie l'acompte d'IR ou IS.

2°) l'immatriculation à l'INSTAT se fait sur présentation du Bordereau de versement de l'acompte, de la quittance, d'un certificat de résidence et une photocopie de la CIN.

3°) demander le NIFONLINE (voir NIFONLINE). C'est après la validation de ce NIF qu'on délivre les cartes CIF et CIS.

- Dans les zones où l'INSTAT n'est pas représenté :

On n'exige pas tout de suite ni l'immatriculation à l'INSTAT ni le NIFONLINE mais il faut présenter au centre fiscal les pièces pré disponibles et payer l'acompte avant délivrance de la carte CIF/CIS provisoire (en attendant le numéro statistique et la validation du NIFONLINE).

Formalités de création de société

La création des sociétés doit, en principe, passer par les Centres Fiscaux. Toutefois, pour les sites où l'EDBM (Economic Development Board) a été mis en place, cet organisme a pour mission de l'accomplissement des formalités de création et améliorer l'environnement des affaires. Tout type de société prévu par la loi sur les sociétés commerciales peut être créé au niveau de l'EDBM et/ou des Centres Fiscaux (pour les Régions qui ne disposent pas de l'EDBM). Ainsi, les pièces suivantes sont exigées à chaque création :

Pour une SARL/SARLU :

- 08 copies de statut de la société
- 05 exemplaires de déclarations d'existence
- 04 copies de contrats de bail si locataire
- 02 copies titres de propriété ou certificats de situation juridique de moins de 03 mois
- Originale et Copie de la CIN du premier responsable
- Carte de résident pour les étrangers
- Certificat de résidence du premier responsable
- Plan de repérage du siège de la Société visé par le chef Fokontany
- Etat 211 Bis ou Certificat de régularité fiscale des sociétés actionnaires
- Autres pièces originales (autorisation ministérielle, carte grise, licence, ...)
- Procuration légalisée si représentant

- Référence de la demande de votre inscription en ligne

Dossiers complémentaires pour une société anonyme :

- Procès-verbal de l'assemblée générale constitutive

- Procès-verbal du Conseil d'Administration

- Déclaration de souscription et de versement

- Bulletin de souscription

- Etat de souscription et de versement

- Attestation de blocage du compte de capital.

NIFONLINE :

Pour l'obtention du Numéro d'Identification Fiscale (NIF), les contribuables désirant créer une société auprès de l'EDBM ainsi que les entreprises individuelles doivent s'inscrire en ligne (au <http://www.impots.mg/nif.php>) ou remplir la fiche correspondante.

L'attribution du NIF est gratuite.

Activités réglementées :

L'exercice d'une activité relevant des domaines soumis à des réglementations particulières (mines, jeux de hasard, stations de radio et de TV, télécommunications, environnement et forêt, profession de la santé, tabacs et alcools, hôtellerie....) nécessite l'obtention d'une autorisation préalable de la part des ministères concernés. Cette pièce est exigée lors de la présentation à la formalité de constitution de nouvelles sociétés ou de commencement d'activité pour les entreprises individuelles.

Régimes d'imposition

- Régime du réel si $CA \geq 200$ millions d'Ar : assujettis à l'Impôt sur les Revenus (IR) et à la TVA.

- Régime du réel simplifié si CA compris entre Ar 20 millions

Ar 200 millions : assujettis à l'IR seulement sauf option pour la TVA

- Régime de l'Impôt Synthétique (IS) si $CA \leq$ Ar 20 millions

Principaux impôts et taxes :

- IR : *Impôt annuel* établi d'après les revenus ou résultats réalisés au cours de l'exercice avec perception d'acomptes provisionnels bimestriels ou semestriels

Taux de l'impôt : 22%

Echéance de paiement:

Au plus tard le 15 mai de l'année suivante si exercice clos au 31 décembre ;

Au plus tard le 15 novembre si exercice clos au 30 juin

Pour tous les autres cas : dans les 4 mois qui suit celle de la réalisation du CA ou de l'acquisition du revenu brut ou gain.

-IS : *Impôt annuel* établi d'après le CA, revenus bruts ou gains réalisés au cours d'une année avec perception d'acomptes provisionnels semestriels.

Ainsi, il faut que l'entrepreneur aille au moins à cinq centres administratifs notamment : le Fokontany, la mairie, le centre fiscal, l'INSTAT, le ministère correspondant pour les activités réglementées. Le coût en termes de temps et en terme financier est alors important comme cela a déjà été mentionné. Les différentes raisons de non-enregistrements sont donc les suivantes

Tableau 9: Raisons des non enregistrements invoquées par les micro-entreprises

Unité : %

	Coût élevé	Démarche compliquée	Refus/pas de contrôle	Non informé	En cours	Autres (dont exonéré)	Total
Madagascar	22.6	12.8	4.1	56	3.8	0.6	100

Sources : MADIO 1995, DIAL-DSCN 1993 P28

II-LA LOGIQUE D'EMERGENCE DU SECTEUR INFORMEL :

Pour juger la situation des unités de productions non formalisées, il faut s'interroger sur la rationalité de leur apparition, son niveau de structuration et son degré d'intégration au secteur formalisé. A titre de rappel, les unités de production informelles sont les fruits d'un processus causal cumulatif non téléologique de la pauvreté, comme le souligne l'école institutionnel originaire notamment Veblen. Les étapes de naissance des activités informelles sont au nombre de six. Elle correspond donc à plusieurs strates d'évènements et a sa propre logique de fonctionnement.

FIGURE 1 : UNE SERIE DE CIRCONSTANCES D'APPARITION

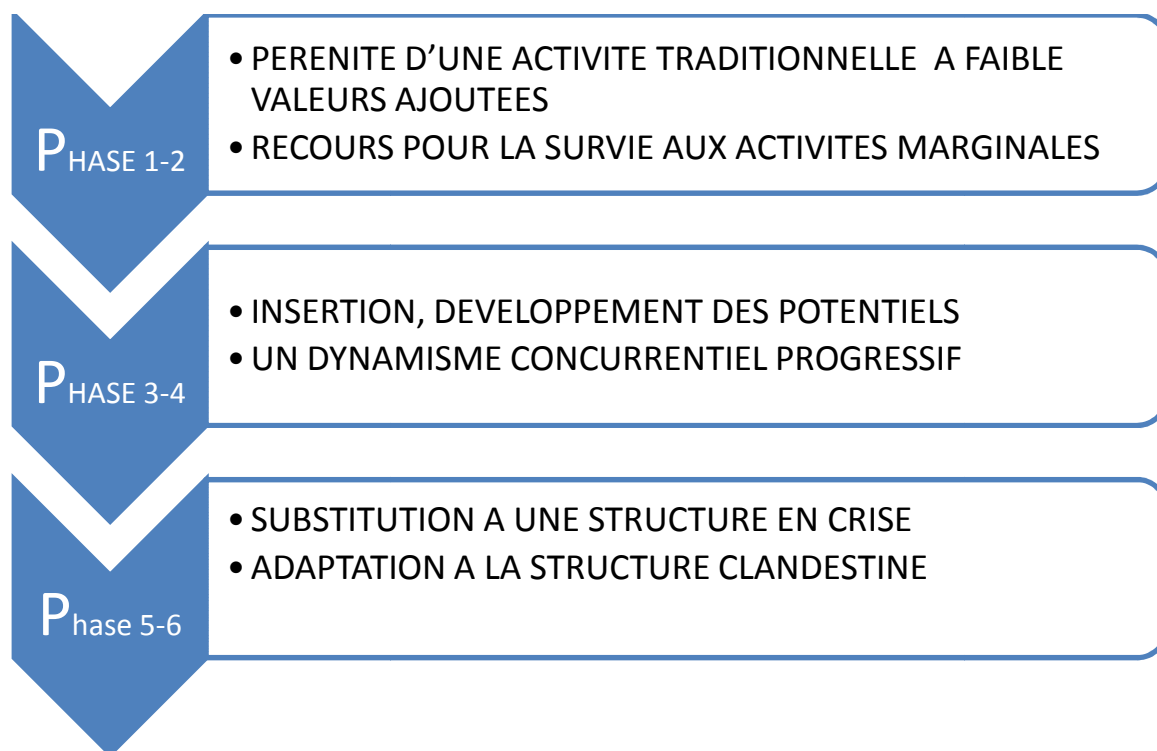
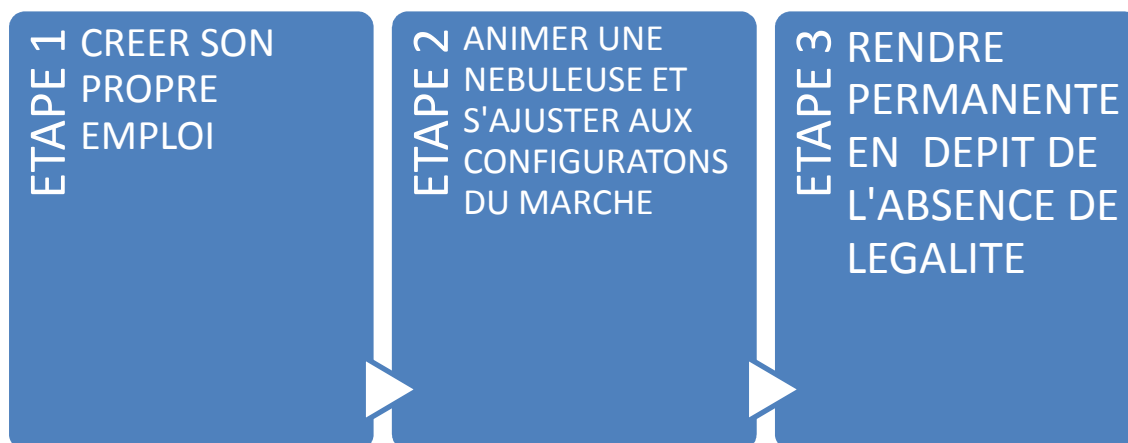


FIGURE 2 : LA LOGIQUE DE SURVIE



Source : Rolando ARELLANO, Yvon GASSE, Gérard VERNA, 1994-« Les entreprises informelles dans le monde ». Ed Les presses de l'Université Laval. P264

III-L'ANALYSE SWOT DU REFUGE INFORMEL:

L'analyse SWOT (Strengths – Weaknesses – Opportunities –Threats) ou AFOM (Atouts – Faiblesses – Opportunités – Menaces)est un outil d'analyse stratégique. Il combine l'étude des forces et des faiblesses d'une organisation, d'un territoire, d'un secteur, etc. avec celle des opportunités et des menaces de son environnement, afin d'aider à la définition d'une stratégie de développement. Le but de l'analyse est de prendre en compte dans la stratégie, à la fois les facteurs internes et externes, en maximisant les potentiels des forces et des opportunités et en minimisant les effets des faiblesses et des menaces. Elle peut être utilisée en évaluation.

1- Les forces de ce refuge : Rôle d'amortisseur de choc en temps de crise

Face à l'échec et à la désertion des pouvoirs publics, le secteur informel est venu en quelque sorte à la rescousse du modèle légal (formel). Le secteur informel, en Afrique, a pris une importance telle que la Banque Mondiale et le F.M.I. ont pris la résolution de l'encourager et dorénavant d'insérer ses activités dans les stratégies de développement du continent. Le but est de ramener les activités du secteur informel dans le formel. **L'emploi est le principal vecteur de réduction de la pauvreté par la croissance économique.** En règle générale, lorsque les possibilités d'emploi s'améliorent à la faveur de l'essor économique, les retombées de la croissance profitent à une large part de la population. Les résultats remarquables obtenus en Asie et dans le Pacifique en matière de croissance de l'emploi ont contribué à un net recul de la pauvreté.

Nombre de pays ont élaboré des stratégies durables pour atteindre leurs objectifs de développement, tels qu'ils sont exposés dans leurs plans cadres des Nations Unies pour l'aide au développement et dans leurs documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, on fait de la promotion de l'emploi l'une de leurs premières priorités politiques. Car si on veut réduire la pauvreté, il faut tout d'abord penser à l'emploi qui va introduire au développement. Toutefois, l'accès à l'emploi ne suffit pas; la qualité de l'emploi importe également. Face à la crise économique, financière et politique, parfois les chômeurs augmentent et se réfugient dans les secteurs informels. Dernièrement après la crise financière des « Subprimes » qui a frappé le monde mais surtout les pays développés, le nombre des sans emplois a fortement augmenté à cause des fermetures des entreprises après faillite. Dans quelques pays, cette crise a été sauvée grâce à l'intervention de l'Etat

sur les différentes subventions pour éviter la diminution des PIB et l'augmentation des chômeurs.

2- Les faiblesses de ce refuge :

2-1 Diminution de la production globale :

Le secteur informel crée autant d'emploi que les autorités ne savent pas quoi faire. Le travail dans ce secteur est en général caractérisé par la faible production et le faible revenu des employés (voir tableau 5). Cette insuffisance est due à nombreuses causes : le manque de capital, le non qualification des travailleurs et la concurrence avec le secteur formel. L'une des difficultés qui se profilent aujourd'hui est la diminution de la productivité globale due à l'évolution des emplois vers des secteurs peu productifs et à la précarisation des emplois créés dans le secteur informel (voir tableau6). Des chercheurs disent que l'un des enjeux majeurs pour l'avenir est de réussir à ce que l'essor du secteur informel soit en adéquation avec les exigences du développement, soit en réorientant ce secteur vers des logiques plus productives.

Tableau 10 : comparaison des performances moyennes UPI enregistrées et non enregistrées (en milliers de Fmg)

Type d'UPI	CA	PRODUCTION	VA	EBE
Avec N° STAT	5155	2522	1380	1195
Sans N° STAT	1140	710	459	418
Avec salarié	4406	3065	1784	1404
Sans salarié	1606	788	479	455
Total	1971	1085	649	578

Sources : Enquête 1 2 3phase 1 et 2 calculs MADIO P15

La qualité dans les activités informelles est en général mauvaise. Il est plus difficile pour les consommateurs de contrôler la qualité. On ne peut pas toujours contrôler les biens ou services. Quelques fois les activités formelles sont confondues dans le secteur informel. Alors les consommateurs ne sont pas en mesure de les observer.

2-2 Un environnement fortement concurrentiel :

Deux unités sont dites, d'une part, en concurrence directe, lorsqu'elles produisent des biens ou des services ayant des caractéristiques identiques et d'autre part, en concurrence indirecte quand elles se partagent le même marché (exemple : le transport)

Exerçant leurs activités dans un milieu fortement concurrentiel, les concurrents directs de l'informel sont d'origine interne. Cette concurrence s'illustre surtout dans les activités commerciales. Avec le pessimisme de l'avenir économique, il se pourrait qu'elle s'intensifie avec l'arrivée des entrants potentiels. L'informel affronte aussi des adversaires du milieu formel disposant de ressources plus perfectionnées. Il a tendance à bloquer le développement des industries nationales par la vente de produits de substitution à bas prix provenant de l'importation. Ainsi la vente des produits prêt à porter met durement à l'épreuve les produits nationaux. Une des difficultés rencontrées par le secteur informel est avant tout d'écouler sa production. La faiblesse du pouvoir d'achat de sa demande et l'excès de la concurrence n'aident pas le secteur dans la vente de ses prestations.

Sans doutes ; l'économie informelle a de nombreux aspects positifs qui aident la majorité de la population à entretenir une vie au-dessus du seuil de la pauvreté en augmentant le revenu issu du travail. Néanmoins, les niveaux de revenus dans le secteur informel sont généralement faibles et les incidences de la pauvreté y sont élevées. Toutefois sans ce secteur, bien de personnes se retrouveraient dans le dénuement le plus complet. Quoique les pauvres ne puissent pas se permettre de rester inactifs, il leur faut gagner de quoi vivre. Faute de trouver un emploi dans le marché du travail formel, beaucoup vivent dans l'informalité. Fournisseur d'emploi et aide plus ou moins fiable contre la paupérisation sont alors les principaux rôles de l'informel.

Il est certain que l'informel ; dans un petit pays comme Madagascar; œuvre avantageusement pour combler la faible participation des économies publiques et privées officielle. Son rôle est important dans l'amélioration de l'actuelle situation et le futur du monde économique du pays. Dans le présent, il secourt les personnes victimes de la stagnation du secteur formel en raison de la facilité qu'il exige lors de sa création et lors de son exploitation et ceci au niveau du salaire et la fiscalité. Par ailleurs, il a pour mission d'amortir le chômage et de la baisse de productivité, surtout dans le milieu urbain.

Prochainement ces entreprises issues de la pépinière de l'informel appartiendront au secteur formel et cela après la pratique gratuite acquise dans ce milieu. Les emplois précaires ont souvent vocation de se transformer en emploi normaux mais cela n'a rien de systématique ; il faut de l'aide.

Etant donné la recrudescence de la manifestation publique du secteur informel, l'Etat se doit de contrôler par la création des institutions adéquates lesquelles conviennent à la croissance de l'ampleur du phénomène. Ces institutions formelles réagiront et orienteront l'activité économique en faisant respecter l'état de droit, l'absence de corruption et un niveau faible que possible de réglementation superflue, qui de fait encourageraient et protégeraient l'activité économique. Vu que le secteur informel ne saurait remplacer l'Etat dans son rôle de prestataire de services collectifs. Il incombe donc à l'Etat, par une politique incitative d'aider ce secteur.

Dans le prochain chapitre, nous allons développer comment une aide publique et/ou privée efficace et ciblée contribue à l'essor de certaines entreprises informelles et à l'amélioration de certaines conditions de travail dans l'informel.

3- Les opportunités offertes par ce refuge : Un revenu en situation de crise

Une des principaux avantages du secteur informel est sa simplicité. Car si l'individu se trouve en inactivité ; le moyen le plus simple et plus rapide c'est l'activité informelle. Le coût d'opportunité n'est pas coûteux. Le temps de faire l'enregistrement est encore long. Il est plus bénéfique si on commence déjà l'exploitation. Les charges administratives, la complexité des procédures dans la formalisation constitueraient des obstacles dans leur intégration dans le formel. L'offre de travail est une fonction croissante du salaire. Elle est représentée par les ménages. Ils contribuent à la production des marchandises grâce à sa force de travail en échange d'une rémunération. La contrainte budgétaire à prendre en compte se matérialise par l'égalité des dépenses et du revenu du ménage.

D'où le programme linéaire :

$$\text{Max } U(C^D, N^S)$$

S.C:

$$PC^D + T + S = w N^S + R$$

Avec P : prix ; T : taxe ; S : épargne ; w : le salaire horaire ; R : le revenu non salarial ; C^D consommation, N^S horaire de travail.

Dans ce programme linéaire, le travailleur informel ne paie pas de taxe donc il a plus grand revenu à consommer donc une plus grande satisfaction.

Après ces avantages analysons maintenant les lacunes de l'informel.

4- Les menaces représentées par ce secteur :Manque à gagner pour l'Etat :

Dans les pays où les secteurs informels sont les plus dominants, l'insuffisance des recettes fiscales est la plus flagrante. En général, les pays en voie de développement sont dépendants des ressources extérieures vu leur budget. Dans le cas de Madagascar, presque 35% des ressources de l'Etat viennent des étrangers en 2007. Les politiques menées dans les pays en développement au cours des années soixante-dix ont conduit à un fort endettement du Trésor auprès de la Banque centrale, creusèrent le déficit budgétaire et celui des entreprises publiques, et les banques accumulèrent les créances douteuses. Cela nécessite des recours aux crédits aux bailleurs des fonds qui imposent des politiques comme les politiques d'ajustement structurel. Donc si on voudrait augmenter la recette de l'Etat, il faut augmenter l'assiette fiscale de l'Etat par le biais du nombre des contribuables. Il va falloir imposer les activités qui ne sont pas encore taxés comme le secteur informel.

Section 1: En faveur des entreprises informelles

I-LES POLITIQUES MACROECONOMIQUES :

La clandestinité visant à éviter de détecter et le manque de moyens rendent difficile la surveillance des activités de l'informelle et les impacts des politiques publiques à grande échelle en leur faveur. Toutes politiques macroéconomiques lesquelles s'orientent vers la croissance en faveur des pauvres tiennent compte des considérations de l'informel.

Il faut pourtant souligner l'antagonisme de l'informel et le formel. A cause de cela une politique destinée à promouvoir l'un des secteurs mettrait l'autre dans une position moins avantageuse. C'est pourquoi il est plus raisonnable d'en évaluer les conséquences futures.

Sous prétextes que le secteur informel a été négligé dans les politiques macroéconomiques. Dans la mesure où tous les modèles fournis par l'étranger présentent des raccourcis permettant de réaliser les objectifs escomptés dans les meilleurs délais. De nombreuses politiques macroéconomiques extérieures ont été adoptées à l'aveugle. Le défi des pays africains serait d'imaginer de nouvelles politiques économiques qui aideront ces entreprises. De telles stratégies exigent que l'Etat cesse d'être le régisseur de tout et qu'il limite son rôle à la création d'un climat pouvant favoriser l'émergence de l'esprit d'entreprise.

Illustrons alors par deux exemples les politiques macroéconomiques adoptés successivement au Rwanda dans le cas de la répression du secteur informel et en faveur puis à celles véhiculée en Amérique Latine.

1-Politiques de normalisation au Rwanda :

Deux politiques ont été appliquées successivement au Rwanda dans le but de normaliser et de dynamiser son secteur informel. L'une visant à son ablation au sein de

l'économie du fait de sa précarité, l'autre ayant pour objectif de l'inclure donne une perspective pouvant à sauver le pays d'un marasme économique.

1-1 Une thérapie de choc de destruction de 1981 à 1982.

Au début le Rwanda définissait le secteur informel comme un **tertiaire parasitaire ; une survivance irrationnelle et non rentable**. Il s'agissait d'unités économiques dont les insuffisances techniques freinent le progrès technique et technologique. Il est considéré comme des structures sociales non capitalistes et un résidu d'une ancienne société solidaire et traditionnelle. Les autorités locales cherchèrent ainsi à pénaliser ces petits producteurs lesquels ne tenaient pas de comptabilité sur leurs activités. Ils sont peu nombreux d'un côté être inscrits au registre des métiers et à payer des taxes ; d'un autre faibles sont ceux qui rémunèrent correctement les employés engagés à titre d'apprentis. Ils invoquent comme raisons leur manque de performances à cause d'une gestion déficiente des ressources, l'absence d'organisation dans lequel travaillait chaque producteur.

Les autorités rwandaises ont mis en marche en vue de réduire les activités jugées encombrantes. Avec l'arrêté n°19/01 du 01 Mars 1966 : « Tout séjour dans les chefs lieux de préfecture sans aucune attache professionnelle est interdit ». Ceci implique que les autorités essayaient de juguler le flot migrateur vers les villes pour un travail au noir. Par ailleurs ; l'article 1 ajoute que : « l'obtention d'un permis de résidence temporaire dans les chefs lieux de préfecture et subordonnées à la présentation par l'intéressé d'une carte de travail délivré gratuitement à Kigali; et par le bureau de liaison du travail dans les autres chefs lieux; sur présentation de deux photos et d'une attestation de services délivrés par l'employeur ».

Cette manœuvre visa à lutter contre le travail au noir, ceux qui n'ont pas de contrat de travail rendant difficile la possession d'un certificat de résidence ; une autorisation de séjour dans la ville. C'est pourquoi la plupart d'entre eux furent victime de renvoi par la gendarmerie sous prétexte de prévenir les vagabondages et veiller à la sécurité.

Egalement adoptée en parallèle, une intervention plus modérée celle d'une promotion sélective et discriminatoire de certaines activités pour que seules les entreprises exprimant un certain potentiel et un certain capital puissent se développer. En nombre

inférieur; les activités évolutives devraient aidées en la défaveur des petites productions stagnantes et satisfaisant de manière minimaliste les besoins. Dans un sens, sont privilégiées les activités à faibles barrières d'entrée tel l'habillement. Dans un autre, l'artisanat est appelé à jouer un rôle important car il est considéré comme l'ancêtre des grandes productions, la standardisation, la logique capitaliste. Avec ses méthodes de travail et ses produits, l'informel offre des produits de qualité et personnalisés. Les activités de travail de bois, de construction, la réparation mécanique et électrique à forte potentielle se retrouvent dans ce secteur.

Reconnaissant peu à peu les vertus de l'informel, après l'avoir submergé de difficultés les autorités changent radicalement d'avis à leur sujet.

1-2- Les politiques de reconnaissances et de récupération :

La mondialisation et la libéralisation du commerce ont créé de nouvelles perspectives pour l'emploi. Pour les entreprises formelles, elles sont synonymes de concurrence accrue. En effet, dans le but de rester compétitives, elles s'efforcent de diminuer les coûts en limitant les salaires, en engageant que de la main d'œuvres bon marché travaillant à temps partiel.

L'informel qui fut assimilé à la survivance et à une entrave au développement au début, fut reconnu et valorisé ses qualités devinrent opportunes.

Une de ses qualité première se traduisait dans sa capacité d' « Autoconsommation, auto socialisation » vis à vis des diverses situations économiques. Cet avantage de l'informel met en évidence sa grande capacité de production dans les services et la construction, face à l'inefficience des grandes organisations.

Cette politique de récupération et de reconnaissance prend corps avec « Le programme d'appui au secteur non structuré d'Afrique francophone » lancé en fin 1982. En 3 étapes, cette politique est financée par le gouvernement suisse.

Tableau 11: Résumé du programme d'appui au secteur non structuré d'Afrique francophone

Phase	Coût	Durée
<u>Phase 1</u> : Expérimentation	Plus d'un million de dollars	18-22 mois
<u>Phase2</u> : Evaluation des résultats	Estimé à 1,7 millions de dollars	3 ans (1984-1986)
<u>Phase3</u> : Présentation des acquis du programme; développement des compétences et aptitudes à gérer leurs propres affaires		Deux ans(1986-1989)

Source: Programme mondial de l'emploi Genève 1987 P13

Les résultats obtenus sont :

- L'accès des petits travailleurs à l'obtention auprès du pouvoir public de la carte socioprofessionnelle leur évitant d'être pourchassés par la gendarmerie.
- L'accès à la formation et aux équipements plus performants selon des modalités plus abordables.

Sur un autre continent, une politique macroéconomique mérite d'être mise en évidence : celle de l'Amérique latine.

2- Le secteur informel et les politiques macroéconomiques en Amérique latine :

Procédons à un bref rappel de l'historique économique de la situation en Amérique Latine. Ces pays connaissaient une étonnante croissance; les deux décennies suivant la Deuxième Guerre mondiale, mais ne tarda pas à ralentir dans les années 60.

Les économistes d'Amérique du Sud, comme Pinto, identifient deux structures économiques rencontrées dans les analyses de Lewis. L'une hautement productive, en grande partie industrialisée dominée par les grandes unités capitalistes intégrée dans une structure de marché de production. Ces unités généraient de hauts revenus pour une

fraction minime de la force de travail. L'autre évoluait dans une faible productivité et sous rémunération. C'est un secteur évoluant avec des petites unités de productions au côté d'un marché fortement compétitif.

Sur le marché du travail, l'équivalent de cette hétérogénéité est déséquilibre manifeste. En plus, d'une politique traditionnelle concentrée sur l'industrialisation puis sur l'investissement dans des secteurs clés ensuite la croissance mène à une orientation d'équité et d'égalité. Dans cette optique d'équité le secteur défavorisé y fut introduit.

Les lignes de conduite à l'égard des petits producteurs dictées par l'Etat de ne pas poursuivre les vendeurs itinérants ni de les exclure. Le rôle du secteur informel dans la restructuration économique va plus loin qu'une aide aux pauvres. Avec l'aide de H. DE SOTO avec son ouvrage: « El toro sendero » en 86, une politique en faveur des micro-entreprises fut adoptée. Il y préconisa l'ouverture du crédit aux producteurs dans le but de remédier à la pénurie de capital laquelle est une cause de l'informalité.

Une des fonctions de l'Etat est d'allouer ses ressources obtenues par contraintes aux privés à la création de biens publics dépourvus des caractères de rivalité et d'exclusion. Le manque d'infrastructures physiques et aux services: routes, électricité, transport public, approvisionnement en eau potable représentent un frein au secteur informel et formel.

II-LES INFRASTRUCTURES PHYSIQUES:

En décidant d'améliorer l'accès aux infrastructures physiques, il y aurait des gains de productivité et de réduction des coûts d'exploitation que ce soit du côté du secteur formel que de l'informel. Les fournitures de tels équipements surtout l'informel revêt une importance cruciale en vue de son intégration dans l'économie.

Nombreux sont les membres de l'informel ; a présenté un siège social plutôt précaire après leurs décisions de se sédentariser. Beaucoup utilisent leurs habitations comme lieu de travail. D'autres producteurs fixes exercent leurs activités dans des endroits publics: rues, trottoirs, magasins lesquels se transforment en local. En vue d'accroître leur productivité, les entrepreneurs du secteur informel ont besoin d'électricité afin d'actionner leurs outils et éclairer leurs locaux. Ils leur faut aussi qu'un lieu de stockage. Certains programmes ordonnent leur déplacement à grande échelle vers des endroits que les responsables jugent appropriés pourtant ces opérations sont rarement couronnés de succès.

Dans l'agglomération d'Antananarivo des locaux publics destinés à la vente, respectant la norme standard de constructions, sont délaissés pour des lieux à haute fréquentation.

Afin d'éviter ce gaspillage, il est préférable d'aménager les infrastructures à proximité du lieu d'installation du secteur informel.

Souvent, les travailleurs du secteur informel ne possèdent pas de droits de propriétés ou de garanties d'occupation pour les lieux où ils travaillent si bien qu'il est difficile de les faire bénéficier des éléments collectifs comme l'eau ou l'électricité. En effet, les compagnies d'eau et d'électricité refusent parfois d'avoir comme client de simples locataires sous prétexte qu'il leur serait difficile de contrôler les services et de collecter leur redevances périodiques. Le rôle de l'Etat serait donc d'accorder des locaux où l'informel pourrait se procurer à moindre prix ces services.

Un cadre normatif excessif peut réduire la croissance et ralentir le potentiel de création d'emploi. Il est nécessaire de trouver un juste équilibre entre les soucis de la protection et du bien-être des travailleurs ainsi que le maintien des possibilités d'emplois qu'offre l'économie informelle.

III-UN SOUCI DE REDUIRE LES TOURMENTS BUREAUCRATIQUES:

Un cadre administratif rigide mélangé à une méconnaissance des lois et des réglementations freine considérablement les entrepreneurs dans la création et l'exploitation d'entreprises. Les coûts d'accès sont d'ordre monétaire et temporel étant donné la lenteur administrative à accorder les licences et permis, les divers déplacements, les demandes illicites de pots de vin, l'heure d'ouverture des bureaux lesquels se trouvent loin des périphéries.

Les mesures préconisées sont ainsi un programme de simplification administrative et l'élimination de la paperasserie excessive. La loi présume, en fait, que les citoyens disent la vérité et ainsi la charge de la preuve incombe à l'Etat, ce qui élimine la nécessité de produire des documents coûteux et superflus comme les duplicata, les documents de confirmation. En outre, une décentralisation des pouvoirs décisionnels et l'informatisation des données seraient un plus contre la fuite vers l'informel.

IV-UN ACCES AU CREDIT BANCAIRE

Le manque de capital est l'un des principaux obstacles auxquels se heurtent les membres du secteur informel. Ceux-ci doivent dès lors opérer avec des outils manuels et du matériel dépassé, ce qui empêche leur productivité de progresser. Faute de fonds de roulement, ils ne peuvent acheter des matières premières en vrac à des prix plus bas ni aller vendre leurs produits sur les marchés, où ils pourraient en obtenir de meilleurs prix. Il est possible d'accroître la productivité des travailleurs. En raison de l'absence de lignes de crédit adéquates et de la faiblesse de leurs épargnes, les membres du secteur sont fortement handicapés. Il est possible d'améliorer leur productivité par la création des **découverts des comptes courants et des prêts personnels**. Ce sont deux genres de compte bancaire. L'un destiné aux entreprises et l'autre pour l'utilisateur personnel. Le second présente en général un solde créditeur servant de garantie au découvert accord par l'institution prêteuse sur le compte d'affaires de l'entrepreneur.

Section 2: En faveur des travailleurs informels

I- LA PROTECTION SOCIALE:

Que ce soit au sein de l'économie enregistrée que ce soit dans l'économie non enregistrée dans les pays en développement, peu nombreux sont les employeurs qui sont en mesure d'assurer à ses travailleurs une entière couverture sociale. L'indemnisation des travailleurs est un système mixte, reposant sur le double principe de **l'assurance et de l'assistance**. Dans un système d'assurance, il s'établit un lien étroit entre cotisation et prestation un lien fondé sur le principe d'équivalence. Dans système d'assistance, une prestation de base est garantie indépendamment du montant des cotisations versées. Afin de réduire le taux de non couverture les assurances ont éliminé « les mauvais risques ».

Des mesures doivent être alors prises en vue de réduire le nombre de travailleurs hors de cette couverture. En effet, les membres du secteur informel ne sont guère protégés socialement contre la maladie, le chômage, l'invalidité, la vieillesse. Cependant, il ne faut pas que ces mesures soit excessivement strict afin d'éviter le blocage du potentiel de création d'emplois. Il convient donc de trouver un juste équilibre entre le souci du bien-être du travailleur et le maintien des possibilités d'emplois. De ce fait, les membres du

secteur peuvent s'organiser en vue de négocier une formule de partage des coûts de la couverture sociale.

II- ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE :

L'enseignement et la formation professionnelle jouent un rôle important dans l'accroissement de la productivité des travailleurs du secteur informel, qui manquent généralement d'instruction et de compétences. Beaucoup viennent des zones rurales et n'ont guère de possibilités de bénéficier d'un enseignement formel. Par ailleurs, il arrive que les enfants des familles pauvres des zones urbaines puissent difficilement fréquenter l'école pour des raisons économiques et se retrouvent très jeunes dans le secteur informel.

Les travailleurs du secteur informel acquièrent généralement des compétences sur le tas ou dans le cadre d'un système d'apprentissage traditionnel. Ces deux méthodes présentent un double avantage: d'abord elles sont souples et adaptables aux perspectives d'emploi existant dans le secteur informel; puis elles tiennent compte du fait que les intéressés ont un bagage éducatif limité. Le problème qu'elles posent est qu'elles favorisent la transmission de compétences dépassées de génération en génération. Les lacunes de la fonction publique en terme de service l'enseignement se doivent d'être comblées par le privé, et ce moyennant une rémunération moindre.

L'amélioration des compétences peut faciliter l'utilisation des technologies modernes, lesquelles permettent des gains de productivité. Toutefois, l'adoption de telles technologies suppose l'achat de nouveaux outils et équipements, ce qui nécessite des ressources financières dont les entrepreneurs du secteur informel sont souvent dépourvus. En conséquence, on peut préconiser une formule associant la fourniture d'une formation et l'octroi d'un crédit, l'établissement prêteur organisant une formation pratique à l'intention des travailleurs du secteur informel. À l'origine, la Grameen Bank au Bangladesh ne fournissait que du crédit, mais elle a rapidement constaté la nécessité de dispenser une formation aux emprunteurs pour leur permettre d'utiliser les fonds avec profit. Aujourd'hui, la banque organise chaque année une multitude d'ateliers spécialisés à l'intention des emprunteurs afin de leur transmettre les connaissances et compétences dont ils ont besoin pour les activités qui leur fourniront des revenus.

CONCLUSION

Faute de trouver du travail, certains travailleurs le créent. Cet argument d'ailleurs contribue à expliquer l'accélération de la création d'entreprise. A ce sujet, les préjugés sur l'informel sont nombreux. Mais étant donné les maux créés par le chômage, notamment l'appauvrissement progressif de la population victime de l'exclusion dans le monde du travail et l'incapacité des politiques publiques au cours des années, l'informel solutionne les possibilités des émeutes et des crises sociales dans l'ensemble des pays en développement comme Madagascar. Certes, les tentatives de définitions et les différentes théories ne se complètent pas et n'arrivent pas à cerner la profondeur de cette structure sociale en perpétuel mouvement et changement. Cependant, malgré ses quelques défauts et imperfections, c'est bien une solution efficace dans le but d'éradiquer le chômage. La solution de l'informel est même une solution efficiente parce qu'elle arrive à éviter un chômage ouvert et à amortir le coût des politiques de rigueur et ce à moindre coût. Une évaluation coût-bénéfice permet de déduire que l'informel a le pouvoir d'améliorer la situation économique des pays en voie de développement. Toutefois, des mesures d'accompagnement issues de la part de l'Etat et des institutions privées doivent être préconisées afin d'éviter un taux de mortalité élevé des jeunes entreprises avant leur phase de maturité soit une période de cinq ans. Ces mesures sont dans la majorité des cas venues de l'expérience des autres pays, néanmoins il ne faut pas les copier mais les adapter par rapport aux institutions nationales et les intégrer peu à peu dans le système local. Actuellement, le chômage atteint des hauteurs impressionnantes. Les institutions tels le FMI et la Banque mondiale refusent catégoriquement d'intervenir grâce à une politique de relance en faveur de l'emploi et aux travailleurs licenciés. Au contraire ce fut une politique de rigueur adoptée afin de diminuer des déficits publics. Les questions qui se posent alors sont : Peuvent-les chômeurs des pays développés et des sociétés de consommation survivre sans travailler ? Vu que les pauvres ne le peuvent pas. Comment vont-ils résoudre leurs difficultés financières sans leurs emplois ? Vont-ils recourir à l'informel ? Notre informalité aura-t-elle la même forme que la leur ?

TABLE DES MATIERES :

REMERCIEMENTS

SOMMAIRE

Liste des abréviations

Liste des tableaux et figures

INTRODUCTION.....	1
<u>PARTIE I: LE PROFIL DE L'INFORMEL.....</u>	3
<u>CHAPITRE 1: ESSAI DE CONCEPTUALISATION.....</u>	4
<u>Section1: Tentatives de représentation.....</u>	4
I-UNE POLEMIQUE LEXICALE :.....	4
II- LES DIVERSES DEFINITIONS	6
<u>Section 2: L'économie informelle dans les théories</u>	10
I-LES ANALYSES INSPIREES DE LA THEORIE NEOCLASSIQUE DE LA	10
CONCURRENCE	
II- LES ANALYSES STRUCTURALISTES :.....	11
1 La thèse marginaliste :.....	11
2 la thèse fonctionnaliste :.....	12
III- LES ANALYSES SOCIO-ECONOMIQUES :.....	12
<u>CHAPITRE 2:CLASSIFICATION DES UNITES INFORMELLES.....</u>	13
<u>Section1: L'entreprise informelle est une structure de production</u>	
I- LE SECTEUR ECONOMIQUE :.....	13
II- L'ATTAQUE DE L'ENTREPRISE :.....	15
<u>Section2: L'entreprise informelle est une organisation humaine.....</u>	17
I- LE TYPE D'ENTREPRISE INFORMELLE:.....	17
II- LA PERMANENCE DANS LA PROFESSION	18
1-Les critères géographiques :.....	19
2- Les critères temporels:.....	20
III-L'ENTREPRISE INFORMELLE EST UN CENTRE DE	23
DECISION :	
1 Les actifs productifs :.....	23
2- Le mode de financement des activités informelles :.....	25

<u>PARTIE II:</u> L'UNIQUE REPONSE AUX BESOINS D'EMPLOIS A	
MADAGASCAR.....	26
<u>CHAPITRE 3:</u> LA PORTEE DE L'INFORMALISATION FACE AUX	
BESOINS D'EMPLOIS A MADAGASCAR.....	27
<u>Section1:</u> Le chômage et L'échec relatif des différentes politiques de	
développement.....	28
I-LE PROBLEME PREPONDERANT DU CHOMAGE.....	28
1- Les différents types de chômage	28
1-1 Le chômage frictionnel	28
1-2 Le chômage structurel	29
1-3 Le chômage conjoncturel.....	29
2-Les méfaits du chômage	29
2-1 Sur le plan individuel.....	29
2-2 Sur le plan social	29
II-L'ECHEC RELATIF DE LA POLITIQUE VOLONTARISTE	30
S'APPUYANT SUR L'ETAT A LA POLITIQUE D'AJUSTEMENT :	
<u>Section2:</u> Le secteur informel au secours des laissés-pour-compte du	33
système.	
I-LES MOTIFS D'APPARITION DE L'INFORMEL.....	33
1 La migration	33
2- Les crises.....	34
3- Les démarches administratives en excès	35
II-LA LOGIQUE D'EMERGENCE DU SECTEUR INFORMEL	37
III-L'ANALYSE SWOT DU REFUGE INFORMEL	39
1- Les forces de ce refuge : Rôle d'amortisseur de choc en temps de	40
crise	
2- Les faiblesses de ce refuge :.....	41
2-1 Diminution de la production globale :.....	41
2-2 Un environnement fortement concurrentiel :.....	41
3- Les opportunités offertes par ce refuge : Un revenu en situation de	43
crise	
4- Les menaces représentées par ce secteur :Manque à gagner pour	

l'Etat	44
I-LES POLITIQUES MACROECONOMIQUES :.....	45
1-Politiques de normalisation au Rwanda :.....	45
1-1 Une thérapie de choc de destruction de 1981 à 1982.....	45
1-2- Les politiques de reconnaissances et de récupération :.....	46
2- Le secteur informel et les politiques macroéconomiques en Amérique latine.....	47
II-LES INFRASTRUCTURES PHYSIQUES.....	48
III-UN SOUCI DE REDUIRE LES TOURMENTS BUREAUCRATIQUES.....	49
IV-UN ACCES AU CREDIT BANCAIRE.....	49
<u>Section 2:</u> En faveur des travailleurs informels.....	50
I- LA PROTECTION SOCIALE.....	50
II- ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE..	51
CONCLUSION.....	52
Glossaire	
Bibliographie	

GLOSSAIRE :

Développement économique : Combinaison de changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire accroître cumulativement son produit réel global.

Croissance économique: La croissance désigne la variation positive de la production de biens et de services marchands dans une économie sur une période longue période.

Entreprise individuelle : Une unité institutionnelle dirigée par une personne dont le but est de produire et de fournir des biens ou des services aux clients.

Impôt : L'impôt est un prélèvement obligatoire fait par les autorités publiques sans contrepartie, sans remboursement

Société anonyme : Une unité de production de biens et/ou de services dans laquelle les associés (non commerçants) détiennent un titre négociable appelé actions, et ne supportent les dettes sociales qu'à concurrence de leur apport.

SARL : Une unité de production dont les associés n'ont pas la qualité de commerçant et ne sont pas responsable qu'à concurrence de leur apport.

Le PIB : L'équilibre général ressources-emplois en produits s'écrit :

$$\text{PIB} + \text{IM} = \text{CF} + \text{FBCF} + \text{EX} + \text{VS}$$

IM : importations

CF : consommation finale

FBCF : formation brute de capital fixe (investissement)

EX : exportations

VS : variation de stocks.

D'où

$$\text{PIB} = (\text{CF} + \text{FBCF} + \text{EX}) + (\text{VS} - \text{IM})$$

Donc le PIB est la somme de la demande intérieure (CF + FBCF + VS) et du solde extérieur (EX-IM).

Le PIB sert à mesurer la performance économique de la nation. Pour cela, on décompose le PIB aux prix de l'année courante en indice des prix (Ip) ou déflateur et en PIB aux prix constants (PIB_{vo}) :

PIB=PIB_{vo} X Ip. Et le PIB aux prix constants est l'indicateur de volume avec lequel on calcul le taux de croissance du PIB par la formule ci-dessous :

le taux de croissance de l'année t est noté α_t :

$$\alpha_t = (\text{PIB}_{\text{vot}} - \text{PIB}_{\text{vot}-1}) / \text{PIB}_{\text{vot}-1} \times 100$$

PIB_{vot}-désigne le PIB aux prix constants de l'année t.

Le fonds de roulement concerne le financement des immobilisations. Ce sont les capitaux permanents (capitaux propres et dettes à long terme). Le Fonds de roulement correspond au surplus de financement stable, c'est une marge de sécurité pour l'entreprise.

Fonds de roulement =Capitaux stables - Actif stable

Fonds de roulement = (Actif circulant + Disponibilités) - (Dettes circulantes + Trésorerie passive)]

Si le fonds de roulement > 0 alors l'équilibre financier est préservé (financement des actifs stables en totalité par les capitaux stables).

Si le fonds de roulement < 0 alors il existe un risque financier important (financement des actifs stables par une partie des dettes circulantes).

Le Besoin en fonds de roulement global : C'est le besoin de financement de l'entreprise lié à son cycle d'exploitation.

Besoin en fonds de roulement = (Stocks + créances) - dettes circulantes
--

Le Taux de Rentabilité : Il exprime, sous la forme d'un ratio, la part de bénéfice annuel moyen par rapport au montant de l'investissement initial.

Taux de Rentabilité = Bénéfice annuel moyen / Montant de l'investissement
--

BIBLIOGRAPHIE :

OUVRAGES :

-Rolando ARELLANO, Yvon GASSE, Gérard VERNA, 1994-« Les entreprises informelles dans le monde ». Ed Les presses de l'Université Laval.

-Geneviève GRANGEAS, Jean Pierre LE PAGE, 1994 -« Les politiques de l'emploi », Que sais-je ?

-Philippe HUGON, 2007 -« Géopolitiques de l'Afrique ». Ed Sedes, Collection Impulsion.

-INSTAT, JUILLET 2004-« Dynamique du secteur informel dans l'agglomération d'Antananarivo:1995-2001. ENQUETE 1-2-3 »

-Bruno LAUTIER, 2004-« L'économie informelle dans les pays sous-développés », Ed. La découverte, coll Repères, PARIS.

-PIRIOU J-P, 1996- « Lexique des sciences économiques et sociales », Ed. La Découverte, coll Repères, PARIS.

SITE INTERNET :

-www.worldbank.org

- www.instat.mg

Nom : HARIMAMPIHAVANA
Prénoms : IANTRA NY AVO
Titre : Le problème du chômage à Madagascar : Le rôle du secteur informel
Nombre de pages : 53 pages
Tableau : 12 tableaux
Graphique : 2 Graphiques

RESUME :

Parce que le secteur informel a un poids déterminant dans l'économie des pays en voie de développement comme Madagascar, il est important d'étudier ce phénomène et de souligner les apports et les nuisances que ce phénomène apporte à ces économies.

Comme dans la majorité des pays sous-développés, les autorités publiques et le secteur privé légalement enregistré n'arrivent pas à donner des emplois en nombre suffisant à ceux qui en recherchent. Il est alors évident que le chômage fasse des dégâts importants au sein de la population. Des dégâts sur le plan social et individuel touchent les personnes sans emplois incapable de subvenir à leurs besoins.

Dans la plupart des cas, c'est par son concours que de nombreux ménages arrivent à satisfaire ses besoins vitaux quotidiens. Malgré la difficulté de survivre dans ce milieu fortement concurrentiel, ces unités informelles s'y efforcent grâce à une ingéniosité impressionnante. Ainsi subsister malgré les obstacles est le quotidien de ces unités. Chaque jour représente un défi permanent afin de trouver un créneau capable de payer les nombreuses dépenses

Mots Clés

Définition de l'informe, le phénomène de l'informalisation et ses caractéristiques, le travail informel, les entreprises informelles, la précarité du travail informel, manque à gagner de l'Etat.

Encadreur : Monsieur RAVELOSON Harimisa
Adresse de l'auteur : LOT IVI 111D Antanety Avaratra